

**BUREAU METROPOLITAIN DU  
LUNDI 19 DÉCEMBRE 2022**

**NOMBRE D'ELUS  
METROPOLITAINS  
EN EXERCICE : 16**

**QUORUM : 9**

PRESENTS	REPRESENTES	ABSENTS
13	0	3

**OBJET DE LA DECISION**

**N° 22/693**

**CONVENTION TRIPARTITE  
D'AUTORISATION  
D'OCCUPATION TEMPORAIRE  
NON CONSTITUTIVE DE  
DROITS REELS CONSENTIE  
AU PROFIT DE LA S.A.R.L.  
RIVIERA LINES PAR LA CCIV  
ET LA METROPOLE TPM  
POUR UN TERRAIN A LA  
ZONE INDUSTRIALO-  
PORTUAIRE DE BREGAILLON  
- AUTORISATION DE  
SIGNATURE**

Le Bureau Métropolitain de la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE régulièrement convoqué, a été assemblé sous la présidence de Monsieur Hubert FALCO.

**PRESENTS :**

M. Jean-Louis MASSON, M. Thierry ALBERTINI, M. Robert BENEVENTI, M. Gilles VINCENT, M. Jean-Sébastien VIALATTE, M. Hubert FALCO, M. Hervé STASSINOS, M. Francis ROUX, M. Arnaud LATIL, M. Jean-Pierre COLIN, M. Jean-Pierre GIRAN, M. Christian SIMON, Mme Geneviève LEVY.

**ABSENTS :**

M. Ange MUSSO, M. Robert CAVANNA, Mme Nathalie BICAIS.

## **DÉCISION MÉTROPOLITAINE**

**N° 22/693**

**BUREAU DU 19 DÉCEMBRE 2022**

**O B J E T : CONVENTION TRIPARTITE D'AUTORISATION  
D'OCCUPATION TEMPORAIRE NON CONSTITUTIVE DE  
DROITS REELS CONSENTIE AU PROFIT DE LA  
S.A.R.L. RIVIERA LINES PAR LA CCIV ET LA  
METROPOLE TPM POUR UN TERRAIN A LA ZONE  
INDUSTRIALO-PORTUAIRE DE BREGAILLON -  
AUTORISATION DE SIGNATURE**

**LE BUREAU MÉTROPOLITAIN,**

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales,

**VU** le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques,

**VU** le décret n°2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la  
Métropole Toulon Provence Méditerranée,

**VU** la délibération n°21/12/406 du 16 décembre 2021 portant délégations du conseil  
Métropolitain au Président et au Bureau,

**VU** la délibération n°18D53 du 18 juin 2018 de l'Assemblée Générale de la Chambre de Commerce et d'Industrie du Var (CCIV) dénommée désormais Chambre de Commerce et d'Industrie (CCI) Métropolitaine et Territoriale du Var portant autorisation d'occupation temporaire non-constitutive de droits réels au bénéfice de la S.A.R.L. RIVIERA LINES,

**Vu** la publicité en date du 1<sup>er</sup>/03/2018

**VU** le projet d'Autorisation d'Occupation Temporaire non constitutive de droits réels, ci-annexé,

**CONSIDERANT** qu'en date du 1<sup>er</sup> mars 2018, la S.A.R.L. RIVIERA LINES a formulé sa candidature suite à une mise en concurrence (publicité) portant sur l'occupation du terre-pleins de 1 200 m<sup>2</sup> dans la Zone Industriale-Portuaire de Brégaillon à La Seyne-sur-Mer aux fins d'accueillir des structures modulaires pour l'installation d'une activité de réparation navale,

**CONSIDERANT** qu'afin de satisfaire aux dispositions des articles L.2122-1-1 et L.2122-1-4 et suivants du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques (CGPPP), d'assurer la transparence et l'égalité de traitement des candidats potentiels à l'occupation du domaine public, le concessionnaire a publié un avis de publicité préalable à la délivrance d'un titre d'occupation temporaire du domaine public,

**CONSIDERANT** qu'aucune autre sollicitation n'a émergé sur la période de cette publicité,

**CONSIDERANT** que la concession d'outillage public et de terre-pleins consentie à la Chambre de Commerce et d'Industrie de Toulon et du Var expirera en 2025,

**CONSIDERANT** que la délibération prise par la CCI Métropolitaine et Territoriale du Var portant Autorisation d'Occupation Temporaire au bénéfice de la S.A.R.L. RIVIERA LINES, prévoit que la convention prendra fin le 31 juillet 2030,

**CONSIDERANT** qu'il convient dès lors, d'établir une convention tripartite entre la S.A.R.L RIVIERA LINES, la CCI Métropolitaine et Territoriale du Var et la Métropole Toulon Provence Méditerranée pour cette mise à disposition,

Et après en avoir délibéré,

# DECIDE

## ARTICLE 1

**D'AUTORISER** Monsieur le Président à signer l'Autorisation d'Occupation Temporaire non constitutive de droits réels avec la S.A.R.L. RIVIERA LINES et la Chambre de Commerce et d'Industrie Métropolitaine et Territoriale du Var, ci-annexée, ainsi que tout acte y afférent.

## ARTICLE 2

**DE DIRE** que cette décision est sans incidence financière.

Ainsi fait et délibéré les jours, ou mois et ans que dessus.  
Pour extrait certifié conforme au registre.

Fait à Toulon, le 19 décembre 2022

Hubert FALCO

Président de la Métropole  
Toulon Provence Méditerranée  
Ancien Ministre

POUR 13  
CONTRE 0  
ABSTENTION 0





**AUTORISATION D'OCCUPATION TEMPORAIRE  
NON CONSTITUTIVE DE DROITS REELS**

**SOCIÉTÉ RIVIERA LINES**  
(Terre-plein – Lot 33 Partie Nord-Ouest - ZIP de Brégaillon)



**AUTORISATION D'OCCUPATION TEMPORAIRE  
DU DOMAINE PUBLIC  
NON CONSTITUTIVE DE DROITS REELS**

**N° 2020.016**

**Bénéficiaire : RIVIERA LINES**

**Prise d'effet : 1<sup>er</sup> août 2020**

**Durée : 10 ans**

**Localisation : Zone Industriale Portuaire de Brégaillon – Partie Nord-Ouest**

## **ENTRE**

### **LA CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE METROPOLITAINE ET TERRITORIALE DU VAR**

Etablissement Public créé par Ordonnance du 13 Juin 1833, régi par les dispositions du titre premier du livre septième du code de commerce,

Domiciliée en son hôtel sis à Toulon, 236 Boulevard Maréchal Leclerc,

Agissant en qualité de Concessionnaire des terrains domaniaux incorporés dans la concession d'outillage du port de Toulon Commerce réglementé par le cahier des charges annexé à l'arrêté Ministériel du 24 Janvier 1956 modifié par avenants,

Représentée par Monsieur Basil GERTIS, en sa qualité de Président résultant de la décision prise par l'Assemblée Générale en sa séance du 23 novembre 2021, dûment habilité aux présentes,

Ci-après dénommée "le Concessionnaire",

## **ET**

### **LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE**

Créée par décret n° 2017-1758 du 26 décembre 2017,

Domiciliée en son Hôtel sis 107, bd Henri Fabre à Toulon - CS 30536 – 83041 Cedex 9,

Représentée par Monsieur Hubert FALCO, en sa qualité de Président, dûment habilité aux présentes, en vertu de la décision du Bureau Métropolitain en date du \_\_\_\_\_,

Ci-après dénommée "le Concédant", "l'Autorité Concédante",

## **ET**

<b>Raison sociale</b>	<b>RIVIERA LINES</b>
<b>Forme juridique / Capital social</b>	Société à Responsabilité Limitée au capital social de 15 000,00 Euros
<b>N° SIREN/SIRET</b>	450 972 260 – RCS de CANNES
<b>Adresse du siège social</b>	38 Rue Georges Clémenceau – 06400 CANNES
<b>Nom et qualité du Représentant signataire</b>	Monsieur Thierry ARNAL, en sa qualité de Gérant, dûment habilité à l'effet des présentes.

Ci-après dénommée "Le Bénéficiaire",

Ci-après dénommées ensemble « les Parties »

**Il est convenu ce qui suit :**

**Au préalable, les parties se sont accordées sur les définitions et désignations suivantes :**

« **CONCESSIONNAIRE** » : La Chambre de Commerce et d'Industrie Métropolitaine et Territoriale du Var en sa qualité de Concessionnaire, pour la durée de son Contrat de Concession ;

« **CONCEDANT** »

« **AUTORITE**

**CONCEDANTE** » :

désigne la Métropole Toulon Provence Méditerranée ;

« **OCCUPATION** » :

désigne la mise à disposition d'une installation à usage privatif ;

« **PORTS DE TOULON** » :

désigne indifféremment les plateformes portuaires et ports suivants :

- Port de commerce de Toulon Côte d'Azur (TCA) ;
- Zone Industriale Portuaire de Brégaillon ;
- Môle Marepolis ;
- Bois Sacré.

« **REDEVANCE DOMANIALE** » :

désigne la redevance due en contrepartie de l'occupation du domaine public.

Elle peut être constituée d'une part fixe et d'une part variable ;

« **TARIF D'OUTILLAGE PUBLIC** » : désigne le recueil des tarifs appliqués par le Concessionnaire et issu d'une procédure tarifaire régulièrement instruite.

Les termes « **BENEFICIAIRE** » et « **AUTORISATION** » peuvent être utilisés indifféremment au singulier ou au pluriel.



## **PREAMBULE :**

Par arrêté Ministériel en date du 24 janvier 1956, l'Etat, propriétaire des ports de Toulon, a confié à la Chambre de Commerce et d'Industrie Métropolitaine et Territoriale du Var la gestion des terrains domaniaux incorporés dans la concession d'outillage du port de Toulon Commerce, réglementé par le cahier des charges modifié par voie d'avenant.

En application des dispositions du cahier des charges de la concession, modifié par voie d'avenant, la Chambre de Commerce et d'Industrie Métropolitaine et Territoriale du Var est autorisée à accorder, sur le domaine public dont elle est Concessionnaire, des autorisations d'activité et/ou d'occupation du domaine public assorties du paiement d'une redevance et dans le respect des dispositions du Code général de la propriété des personnes publiques (CGPPP).

En l'espèce, à la suite de la publicité faite pour la mise à disposition d'espaces de terre-pleins portuaires sur la partie Nord-Ouest de la ZIP de Brégaillon, une demande a été reçue et la proposition a été présentée à la commission ad hoc.

La société RIVIERA LINES est une société qui a pour activité l'exploitation de grands navires de plaisance à passagers, dont elle sous-traite la construction et les opérations de grand entretien au chantier naval Transmétal Industrie basé à Saint-Mandrier, et assure également une partie de l'entretien.

Elle souhaite s'implanter sur la Zone Industriale-Portuaire Brégaillon pour soutenir son activité. Elle prévoit de réaliser les investissements nécessaires pour les installations et équipements associés.

Ainsi, la société RIVIERA LINES a sollicité de la Chambre de Commerce et d'Industrie Métropolitaine et Territoriale du Var l'autorisation d'occuper des installations du domaine public portuaire.

Il a donc été décidé, à cet effet, d'accorder à cette dernière une autorisation d'occupation temporaire suivant les clauses et conditions énoncées ci-après.

## PREMIERE PARTIE – CLAUSES ET CONDITIONS PARTICULIERES D'OCCUPATION

### ARTICLE PRELIMINAIRE. CARACTERE TRIPARTITE

La durée de l'autorisation d'occupation allant au-delà de la durée de la concession dévolue au Concessionnaire qui prendra fin le 31 décembre 2025, la présente est conclue de manière tripartite avec le Concédant afin de garantir les droits et obligations de chacune des parties et d'acter l'accord du Concédant sur cette durée. A l'expiration de la concession évoquée ci-avant, le Concédant et/ou le nouveau Concessionnaire se substitueront de plein droit dans les droits et obligations du Concessionnaire au titre de la présente convention, qui se poursuivra jusqu'à son terme.

### ARTICLE 1. OBJET DE L'AUTORISATION

La présente autorisation d'occupation temporaire non constitutive de droits réels a pour objet de définir les conditions particulières et générales dans lesquelles le Bénéficiaire est autorisé à occuper, sous le régime des Autorisations d'Occupation Temporaire du domaine public, à titre précaire et révocable, des installations situées sur le domaine public du Concessionnaire et à y exercer une ou plusieurs activités.

### ARTICLE 2. DESIGNATION DES INSTALLATIONS MISES A DISPOSITION

Le Concessionnaire autorise le Bénéficiaire à occuper les installations désignées ci-après et délimitées sur le plan ci-annexé (**Annexe n° 1 : Plan de situation des lieux concernés**) :

ZIP DE BREGAILLON		
Localisation	Nature des installations	Superficie
Lot 33 – Partie Nord-Ouest	Terre-plein	1 200 m <sup>2</sup>
TOTAL		1 200 m <sup>2</sup>

### ARTICLE 3. AUTORISATION D'ACTIVITES

Les installations précitées sont mises à disposition du Bénéficiaire, lequel est autorisé à y exercer les activités suivantes à l'exception de toutes autres activités :

*Transports maritimes et côtiers de passagers – Maintenance de navires*

Tout changement ou adjonction d'activité du Bénéficiaire est interdit sans autorisation préalable et écrite du Concessionnaire.

A défaut, la présente autorisation pourra être révoquée par le Concessionnaire, dans les conditions prévues aux présentes.

#### ARTICLE 4. CONDITION SUSPENSIVE

SANS OBJET

#### ARTICLE 5. CONDITIONS FINANCIERES

##### 1. Redevance domaniale :

En contrepartie de l'autorisation d'occuper les installations mises à disposition aux termes de la présente autorisation, le Bénéficiaire versera au Concessionnaire une redevance d'occupation.

##### • Redevance d'occupation pour les surfaces de terre-pleins :

Conformément aux dispositions du tarif d'outillage public en vigueur lors de l'établissement de la présente convention :

*TOP EMTC valeur 2020*

*Titre 11 – 2) B-5 – Terrain revêtu contigu à un bord de quai : 0,99 € HT/m<sup>2</sup>/mois,*

Soit pour la superficie mise à disposition, à savoir 1 200 m<sup>2</sup> : **14 256,00 € HT /an**

A cette somme s'ajoutera la Taxe sur la Valeur Ajoutée au taux en vigueur.

##### 2. Charges communes :

SANS OBJET

##### 3. Prestations individuelles :

En sus de la redevance mentionnée ci-avant, il est rappelé que le Bénéficiaire prend en charge les coûts des prestations individuelles liées à son occupation, dont les consommations et leur fourniture, la TVA au taux en vigueur ainsi que les impôts et taxes foncières tels que prévus aux présentes.

La responsabilité du Concessionnaire ne peut être recherchée en cas d'interruption ou de perturbation survenant dans la fourniture de la prestation et résultant notamment de travaux ou de modifications exécutés sur les réseaux et installations dans l'intérêt de l'aménagement, de l'équipement, ou de l'exploitation du Port, ou dans le cas de force majeure.

Les tarifs applicables sont les suivants :

##### • Pour la fourniture d'eau douce :

Conformément aux dispositions du tarif d'outillage public en vigueur lors de l'établissement de la présente convention :

*TOP EMTF – valeur 2020*

*Titre 5 – 1) – Fourniture d'eau douce : 3,50 € HT/m<sup>3</sup>*

#### 4. Application du Tarif d'Outillage Public :

En tout état de cause, le Concessionnaire est tenu d'appliquer les dispositions du Tarif d'Outillage Public (TOP) à l'ensemble des prestations et services fournis.

#### 5. Garantie de paiement :

- a) Le Bénéficiaire devra au jour de la signature des présentes remettre au Concessionnaire, en garantie du paiement de la redevance et de la bonne exécution des clauses et conditions de la présente autorisation, un dépôt de garantie correspondant à deux trimestres de redevance domaniale toutes taxes comprises (TTC), à savoir **8 553,60 Euros**.

Ce dépôt de garantie, non productif d'intérêt, sera réactualisé par le Bénéficiaire en cas de modification des conditions financières et/ou des conditions d'occupation.

Le dépôt de garantie peut être remplacé par la constitution d'une garantie à première demande.

- b) En cas de défaut de paiement, le Concessionnaire adressera au Bénéficiaire une mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception, de s'acquitter des sommes dues sous 15 jours à compter de la réception de celle-ci.

Passé ce délai le Concessionnaire affectera le montant du dépôt de garantie ou mettra en jeu la garantie à première demande fournie à hauteur des sommes dues.

- c) Cette garantie devra être reconstituée intégralement dans un délai de 30 jours, à réception de la mise en demeure qui sera adressée par le Concessionnaire au Bénéficiaire par lettre recommandée avec accusé de réception, sous peine de révocation de plein droit de la présente autorisation.

#### 6. Révision :

La redevance d'occupation, telle que définie ci-avant, sera révisée chaque année en fonction de la variation du tarif d'outillage public applicable.

#### 7. Conditions de Règlement

Les sommes dues au Concessionnaire au titre de la redevance d'occupation sont facturées d'avance trimestriellement.

En cas de retard dans le règlement d'une somme quelconque due au Concessionnaire dans le cadre de la présente autorisation, toute somme échue portera intérêt à un taux égal à une fois et demie le taux d'intérêt légal en vigueur, sous réserve de tous autres droits et recours.

L'intérêt sera dû de plein droit dès la date d'exigibilité de la somme correspondante.

En cas d'occupation après résiliation ou non renouvellement de l'autorisation, en sus des pénalités prévues aux présentes, la redevance reste due pour la durée d'occupation, à titre d'indemnité pour le Concessionnaire, sans préjudice des dommages et intérêts qui pourraient être réclamés.

Sauf dans le cas de résiliation dans l'intérêt général, les redevances payées d'avance par le Bénéficiaire resteront acquises au Concessionnaire, sans préjudice du droit pour ce dernier de poursuivre le recouvrement de toutes sommes pouvant lui être dues.

#### **ARTICLE 6. DUREE**

La présente autorisation est accordée à compter du 1<sup>er</sup> août 2020 pour une durée de 10 ans et cessera de plein droit le 31 juillet 2030.

A l'issue de la présente autorisation, le Bénéficiaire sera tenu de libérer les lieux.

#### **ARTICLE 7. SUBSTITUTION**

SANS OBJET

#### **ARTICLE 8. AMENAGEMENTS AUTORISES**

La présente autorisation accorde la faculté d'aménager le terre-plein aux fins d'accueillir des structures modulaires, projet précisé dans une notice technique rédigée par le Bénéficiaire et annexée à l'autorisation (cf. annexe n°4).

Ces travaux d'aménagement ont nécessité l'octroi d'un permis de construire, annexé à la présente (cf. annexe n°5).

Le Bénéficiaire a précisé que l'investissement immédiat en moyens techniques, matériels et frais divers de gestion s'élèvera à 296 000 euros.

Sur l'aspect purement financier du projet, les investissements du Bénéficiaire seraient d'un montant total de 1 400 000 euros.

En outre, le Bénéficiaire s'engage à laisser l'accès libre entre la limite de sa parcelle et le plan d'eau, soit l'équivalent de 12 mètres.

#### **ARTICLE 9. DROIT REEL**

Par dérogation des dispositions de l'article L.2122-6 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques (CGPPP) la présente autorisation d'occupation temporaire n'est pas constitutive de droits réels.

## **DEUXIEME PARTIE – CLAUSES ET CONDITIONS GENERALES D'OCCUPATION**

### **ARTICLE 10. CONDITIONS GENERALES**

1. Les installations doivent être occupées et exploitées sans discontinuité.
2. La présente autorisation est conclue sous le régime des occupations du domaine public. Elle est donc régie par les seules règles du droit administratif, notamment des dispositions du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques.

Sauf dispositions expresses contraires, la présente autorisation échappe aux règles en matière de location, notamment à la législation relative notamment aux baux ruraux et aux baux professionnels ou d'habitation.

Concernant les baux commerciaux et notamment l'exploitation de fonds de commerce sur le domaine public, ces derniers sont présumés inexistantes sauf à apporter la preuve de l'existence d'une clientèle propre.

3. Les Lois et règlements relatifs à l'hygiène et à la sécurité du travail, aux installations classées, à l'urbanisme, à la police et d'une manière générale les lois et règlements applicables, en particulier le code des transports et le règlement de police du port, doivent être strictement respectés par le Bénéficiaire.
4. Le Bénéficiaire occupe et exploite les installations désignées ci-avant sous sa responsabilité et à ses risques et périls et fait son affaire de l'obtention et du maintien de toutes les éventuelles autorisations administratives nécessaires à cette exploitation.

### **ARTICLE 11. CARACTERE PERSONNEL DE L'AUTORISATION**

L'autorisation est accordée à titre personnel. Le Bénéficiaire est tenu d'occuper lui-même et d'utiliser directement en son nom et sans discontinuité, les biens mis à sa disposition.

En conséquence, la présente autorisation ainsi que les biens sur lesquels porte cette dernière ne pourront en aucun cas faire l'objet ni de location, ni de cession, ni de mutation tant à titre onéreux qu'à titre gratuit.

L'utilisation des lieux par un tiers constitue une violation des règles régissant l'occupation du domaine public et entraîne la révocation de la présente autorisation dans les conditions énoncées aux présentes.

En cas de cession non autorisée, le Bénéficiaire restera solidairement responsable des conséquences de l'occupation.

Le Bénéficiaire s'engage à porter à la connaissance du Concessionnaire dans un délai d'une semaine à compter de sa constatation, tout fait quel qu'il soit, notamment tout usurpation ou dommage susceptible de porter préjudice au domaine public et/ou aux droits du Concessionnaire.

## **ARTICLE 12. ELECTION DE DOMICILE**

Pour l'exécution de la présente autorisation et de tout ce qui s'y rattache, les parties font élections de domicile pour le Concessionnaire et pour le Concédant en leur Hôtel à Toulon et pour le Bénéficiaire à l'adresse de son siège social.

Chaque partie informera l'autre de tout changement de domicile susceptible d'intervenir.

## **ARTICLE 13. EXCLUSIVITE**

La présente autorisation accordée ne confère aucune exclusivité au Bénéficiaire.

Le Concessionnaire conserve la possibilité de délivrer ultérieurement des autorisations ayant un objet similaire avec tout autre opérateur.

## **ARTICLE 14. INTERDICTION DE PUBLICITE**

A défaut d'avoir obtenu préalablement l'autorisation du Concessionnaire, il est interdit au Bénéficiaire de procéder à de l'affichage publicitaire quel qu'il soit sur l'emprise du domaine public qu'il occupe.

## **ARTICLE 15. AFFICHAGE DES TARIFS PRATIQUES**

SANS OBJET

## **ARTICLE 16. ETAT DES LIEUX, EXPLOITATION, ENTRETIEN**

1. Le Bénéficiaire prend les biens énoncés précédemment dans leur état au jour de l'entrée en jouissance et ne peut, pendant toute la durée de l'autorisation, exiger aucune remise en état, ni exercer aucun recours contre le Concédant ou le Concessionnaire, ni réclamer aucune indemnité ni réduction de redevance pour quelque cause que ce soit.

Si nécessaire, les limites des surfaces affectées sont matérialisées, aux frais du Bénéficiaire.

2. Au moment de la prise de possession, un procès-verbal d'état des lieux, complété, si besoin est, par un inventaire, est dressé contradictoirement entre un représentant du Concessionnaire et un représentant du Bénéficiaire.

En cas de modification dans la consistance des lieux, d'adjonction ou de suppression d'installations fixes ou mobiles de matériel ou de mobilier, effectuées ou imposées par le Bénéficiaire, des états des lieux et des inventaires complémentaires contradictoires sont établis

Des états des lieux et des inventaires sont dressés, dans les mêmes conditions en cas de départ du Bénéficiaire pour quelque cause que ce soit.

3. Le Concessionnaire et l'Autorité Concédante ne supportent aucune charge afférente à la viabilité, aucune charge d'entretien ou de réparation qui serait nécessaire pour assurer l'exploitation normale des lieux.

Le Bénéficiaire est tenu d'exécuter toutes les réparations quelle qu'en soit l'importance, tous les travaux nécessaires pour maintenir les lieux ainsi que les biens mis à disposition en bon état d'entretien et d'usage, y compris les constructions et installations qu'il a lui-même réalisées.

Tout au long de la durée de la présente autorisation, le Bénéficiaire doit maintenir les espaces occupés dans un bon état de propreté.

Ces dispositions sont applicables aux clôtures.

4. Le Bénéficiaire veille à la conservation des biens mis à sa disposition et s'engage à dénoncer immédiatement au Concessionnaire, toute usurpation, entreprise ou dommage, quels qu'en soient leurs auteurs, préjudiciable aux installations qu'il est autorisé à occuper.

#### **ARTICLE 17. OBSERVATIONS DES LOIS, REGLEMENTS, CONSIGNES PARTICULIERES ET MESURES DE POLICE**

Le Bénéficiaire est tenu de se conformer aux lois, règlements et consignes en vigueur ainsi qu'aux règles de l'art, notamment, sans que cette liste ne soit ni exhaustive ni limitative :

- Aux lois et règlements d'ordre général et aux mesures de police générales ou spéciales, ainsi qu'à toutes les consignes générales ou particulières, permanentes ou temporaires ;
- Aux lois et règlement relatifs aux contrôles aux frontières et à la douane ;
- Aux lois et règlements sur les dépôts de matières dangereuses ;
- Aux lois et règlements concernant la sécurité des installations et notamment des installations électriques ;
- Aux lois et règlements relatifs à la protection de l'urbanisme et notamment aux dispositions applicables aux Installations Classées pour le Protection de l'Environnement (ICPE) ;
- Aux lois et règlements fixant, pour le Bénéficiaire, les conditions d'exercice de sa profession et d'une manière générale de son activité ;
- À la réglementation en vigueur en matière de sûreté ;
- Aux lois et règlements en vigueur en matière sociale.

Le Bénéficiaire effectue, à ses frais, toutes les vérifications réglementaires afférentes aux installations ou équipements situés dans les biens lui appartenant ou mis à sa disposition. Il en tient une copie à disposition du Concessionnaire

En aucun cas le Bénéficiaire ne pourra réclamer au Concessionnaire une indemnité ou une réduction de redevance pour le motif que son activité subirait une entrave quelconque du fait des lois, règlements ou consignes visés au présent article.

#### **ARTICLE 18. PLANS DE PREVENTION**

Conformément aux dispositions légales en vigueur, le Concessionnaire et le Concédant déclarent au vu des informations mises à leur disposition par le Préfet du département ou par le maire, que la commune sur laquelle sont situés les installations, objets des présentes est concernée par un plan de prévention des risques naturels et technologiques.



Les parties sont informées que les terre-pleins, les enrochements et structures maritimes objets des présentes se situent en zone de sismicité 2 (faible) et qu'il y a lieu de respecter pour les constructions nouvelles, les agrandissements, les surélévations ou les transformations les règles édictées par les articles L 111-26 et R 111-38 du Code de la construction et de l'habitation, notamment quant au contrôle technique.

Un état des risques naturels et technologiques a été visé par les parties et est demeuré ci-annexé (**Annexe n° 3 : Arrêté préfectoral et ses annexes concernant l'information sur le plan de prévention des risques naturels et technologiques**).

De même, le Concessionnaire et le Concédant déclarent qu'à leurs connaissances, les installations n'ont jamais connu de sinistres résultant de catastrophes naturelles ou technologiques.

#### **ARTICLE 19. OUVRAGES, CONSTRUCTIONS ET INSTALLATIONS A CARACTERE IMMOBILIER / APPROBATION PREALABLE DES PROJETS DE TRAVAUX**

Par principe, le Bénéficiaire n'est pas autorisé à réaliser des ouvrages, constructions ou installations à caractère immobilier sur les dépendances du domaine public mises à sa disposition aux termes des présentes.

Cependant, ce dernier s'engage à soumettre au Concessionnaire et à l'Autorité Concédante, en vue de l'obtention de son autorisation préalable, les projets de travaux de toute nature tels que, adjonction, extension, modification des installations immobilières ou de mise en conformité qu'il entend réaliser.

Cette demande devra être accompagnée d'une description précise et chiffrée des travaux projetés.

Le dossier de projet comprendra les plans, notes de calcul, description des procédés d'exécution, mémoires et devis estimatifs ainsi que le programme de réalisation.

En aucun cas le Bénéficiaire ne pourra engager ces travaux sans l'accord écrit du Concessionnaire et de l'Autorité Concédante.

L'accord donné sur les projets de travaux ne saurait en aucun cas engager la responsabilité du Concessionnaire et de l'Autorité Concédante ni être considéré comme un engagement à délivrance d'un permis de construire.

Le Bénéficiaire devra faire son affaire de toutes les autorisations légales et réglementaires en vigueur et se soumettre à tout règlement, notamment en ce qui concerne l'urbanisme, la protection de la santé publique, la sécurité, de manière à ce que la responsabilité du Concessionnaire et de l'Autorité Concédante ne puisse être recherchée de quelque manière que ce soit.

#### **ARTICLE 20. EXECUTION DES TRAVAUX ET CONTENU DES INSTALLATIONS FAISANT L'OBJET DE L'AUTORISATION**

Le Bénéficiaire exécutera lui-même ou fera exécuter sous sa seule responsabilité par la personne de son choix les travaux ayant reçu les autorisations préalables du Concessionnaire et de l'Autorité Concédante, conformément aux dispositions prévues aux conditions particulières.

Ces travaux seront effectués sous le contrôle des services du Concessionnaire et de l'Autorité Concédante.

En fin de travaux, sera établi un procès-verbal de récolement, fait contradictoirement par le Bénéficiaire et le Concessionnaire.

En cas de réalisation par phases successives, et à la fin de chaque phase et en tout état de cause et au plus tard au moment de l'établissement du procès-verbal de récolement, le Bénéficiaire communiquera au Concessionnaire, un état comportant le coût hors taxes détaillé et justifié des diverses installations et leur date d'achèvement.

## **ARTICLE 21. EXECUTION DES TRAVAUX PAR LE CONCESSIONNAIRE**

Dans le cas où des travaux sont décidés, soit dans l'intérêt de l'exploitation du port, soit pour permettre ou parfaire sa construction ou son aménagement, soit pour tout autre motif d'intérêt général, le Concessionnaire se réserve le droit de les faire exécuter partout où besoin est.

Dans ces éventualités, le Bénéficiaire ne peut ni s'opposer à l'exécution des travaux, ni prétendre de ce fait à aucune indemnité ni réduction de redevance pour pertes, dommages, troubles de jouissance, préjudice commercial.

## **ARTICLE 22. REVOCATION ET RETRAIT DE L'AUTORISATION**

### **1. Révocation pour défaut d'exécution des obligations du Bénéficiaire :**

La présente autorisation est révoquée de plein droit en cas de violation par le Bénéficiaire de ses obligations contractuelles à l'égard du Concessionnaire, et notamment en cas de :

- non-paiement des redevances échues ou de toutes sommes pouvant être dues au titre de la présente autorisation,
- non-constitution ou reconstitution du cautionnement tel que prévue aux présentes,
- occupation partielle ou totale des terrains ou installations par un tiers non autorisé,
- location, cession partielle ou totale de l'autorisation,
- non-usage des terrains ou des installations établies pendant une durée de six mois consécutifs,
- changement ou adjonction d'activité non autorisée par le Concessionnaire.

La révocation intervient après simple mise en demeure par lettre recommandée restée sans effet dans le délai imparti qui est de 2 mois. Elle est prononcée par le Concessionnaire sans qu'il soit nécessaire de ne remplir aucune formalité devant les tribunaux et a son plein effet à compter du jour de la notification de cette décision par lettre recommandée.

La révocation à titre de sanction prononce l'expulsion et fixe le délai imparti au Bénéficiaire pour évacuer les lieux.

En cas de révocation, le Bénéficiaire non seulement ne peut prétendre à aucune indemnité mais encore toutes les sommes qui ont été versées par le Bénéficiaire au Concessionnaire resteront acquises par ce dernier à titre de dommages-intérêts sans préjudice des paiements à effectuer par lui de toutes sommes qu'il peut rester devoir au Concessionnaire.

## 2. Résiliation :

La présente autorisation est résiliable de plein droit :

- en cas de dissolution de la société Bénéficiaire de la présente autorisation,
- au cas où le Bénéficiaire ne serait plus titulaire des autorisations pouvant être exigées par la réglementation en vigueur pour exercer l'activité professionnelle qui a motivé la présente autorisation,
- en cas de liquidation judiciaire à partir du jugement déclaratif. Les créanciers du Bénéficiaire ne pourront donc en aucun cas continuer l'exploitation des installations, directement ou par l'intermédiaire d'une personne de leur choix,
- en cas de condamnation pénale du Bénéficiaire,
- au cas où une décision administrative ou judiciaire ordonnerait la cessation temporaire ou définitive de l'exploitation,
- dans le cas prévu par l'article 1722 du Code civil.

La résiliation est prononcée par décision du Concessionnaire dès que l'événement qui motive cette mesure parvient à sa connaissance, sans qu'il soit nécessaire de ne remplir aucune formalité devant les tribunaux.

Elle a son plein effet, au gré du Concessionnaire, soit rétroactivement à compter de la date de l'événement motivant la résiliation, soit à la date d'expiration du délai imparti pour l'évacuation définitive des lieux occupés.

Dans ces cas de résiliation, le Bénéficiaire ne peut prétendre à aucune indemnité.

Après paiement de toutes les sommes qu'il peut rester devoir au Concessionnaire, il a droit au remboursement des redevances payées d'avance.

## 3. Retrait pour cause d'intérêt général :

Le Concessionnaire ou l'Autorité Concédante pourra en outre retirer, en totalité ou en partie, la présente autorisation si l'intérêt général l'exige.

Les modalités d'information du Bénéficiaire sont les mêmes que dans le cas de retrait pour inexécution des clauses et conditions.

Ce retrait pour cause d'intérêt général n'ouvre droit à aucune indemnité pour le Bénéficiaire qui sera néanmoins remboursé des redevances payées d'avance.

## 4. Retrait du fait du Bénéficiaire :

Dans le cas où il aurait décidé de cesser définitivement l'exploitation des installations avant le terme de la présente autorisation, le Bénéficiaire se verra retirer le bénéfice de l'autorisation en notifiant sa demande au Concessionnaire par lettre recommandée avec avis de réception moyennant le respect d'un préavis de 3 mois.

Le retrait prononcé dans ces conditions ne donnera droit au Bénéficiaire à aucune indemnité. Les redevances payées d'avance au Concessionnaire lui resteront acquises sans préjudice du droit pour ce dernier de poursuivre le recouvrement de toutes sommes pouvant lui être dues.

5. Dispositions générales :

Lorsque la révocation ou le retrait sera encouru pour quelque cause que ce soit, si le Bénéficiaire refuse de quitter les lieux, il suffira pour l'y contraindre d'une simple ordonnance de référé, rendue par le Président du Tribunal compétent, laquelle ordonnance sera exécutoire par provision et nonobstant appel.

**ARTICLE 23. RESPONSABILITE DU BENEFICIAIRE ENVERS LE CONCESSIONNAIRE, L'AUTORITE CONCEDANTE ET LEURS ASSUREURS**

1. Responsabilité pour dommages de toute nature (accidents, vols...)

Le Bénéficiaire supporte les conséquences des dommages de toute nature qui, du fait de l'usage de la présente autorisation, peuvent survenir dans les locaux et installations mis à sa disposition, soit à lui-même, soit à son personnel, soit à ses biens ou à ceux qui lui sont confiés. Pour lesdits dommages, il renonce à tous recours contre l'Exploitant et l'Autorité Concédante ainsi que leurs assureurs.

Le Bénéficiaire demeure responsable de tous dommages causés par lui-même, son personnel ou toute personne dont il est civilement responsable, à l'occasion ou au cours de l'usage des autorisations quelles qu'en soient les victimes.

En outre, il garantit le Concessionnaire et l'Autorité Concédante, ainsi que leurs assureurs, contre toute action de quelque nature que ce soit qui serait engagée contre ces derniers, pour lesdits dommages.

2. Dégâts des eaux

Le Bénéficiaire et ses assureurs renoncent à tous recours contre le Concessionnaire et l'Autorité Concédante, ainsi que leurs assureurs, pour tous dégâts des eaux, notamment par suite d'inondations, ruptures de canalisations ou dégâts quelconques causés par les eaux pluviales.

3. Responsabilité pour incendie et explosion

En cas d'incendie ou d'explosion survenant dans les biens qui lui sont attribués, le Bénéficiaire est responsable dans les conditions prévues au Code Civil, notamment dans son article 1733.

En cas de sinistre, le Bénéficiaire et ses assureurs :

- Renoncent à tous recours contre le Concessionnaire et l'Autorité Concédante, ainsi que leurs assureurs, pour tous dommages, quelles qu'en soient la nature ou l'étendue, pouvant être occasionnés à leur matériel, à leur mobilier, à leurs marchandises,
- Garantissent le Concessionnaire et l'Autorité Concédante, ainsi que leurs assureurs, contre tous recours pour tous dommages, quelles qu'en soient la nature ou l'étendue, pouvant être occasionnés à ses matériels, à ses biens mobiliers, à ses marchandises, de même qu'à tous objets mobiliers appartenant, soit à son personnel, soit à des tiers, se trouvant dans les lieux attribués.

Par le seul fait que l'autorisation d'occupation est accordée sans exonération de responsabilité du Bénéficiaire, en cas d'incendie, le Concessionnaire se trouve subrogé dans tous les droits de l'assuré sans avoir à faire d'autres preuves que celles du fait matériel du sinistre et de la valeur des biens assurés et il pourra notifier aux frais du Bénéficiaire, tous les actes nécessaires pour faire produire son effet à cette subrogation.

Ne sont pas garanties par le Concessionnaire, les installations immobilières que le Bénéficiaire peut être autorisé à édifier ou à établir sur les terrains ou emplacements mis à sa disposition.

En cas de sinistre prenant naissance dans ces installations immobilières, la responsabilité du Bénéficiaire demeure entière aussi bien vis-à-vis du Concessionnaire qu'envers l'Autorité Concédante et les autres occupants du port.

En cas de sinistre, le Bénéficiaire et ses assureurs :

- Renoncent à tous recours contre le Concessionnaire et l'Autorité Concédante ainsi que leurs assureurs,
- Garantissent le Concessionnaire et l'Autorité Concédante, ainsi que leurs assureurs, contre tous recours pour tous dommages qui pourraient être occasionnés à ces biens immobiliers

## ARTICLE 24. ASSURANCE

Le Bénéficiaire devra souscrire :

- Une assurance dommages couvrant les installations qu'il occupe notamment contre le risque d'incendie,
- Une assurance responsabilité civile garantissant sa responsabilité civile dans tous les cas où elle pourrait être recherchée, notamment du fait de son occupation et/ou exploitation des lieux, des travaux entrepris ou des activités qu'il poursuit.

En conséquence des obligations résultant du droit commun, le Bénéficiaire doit souscrire auprès de sociétés notoirement solvables, les assurances garantissant toutes responsabilités leur incombant en raison de leur occupation ou de leur exploitation et qu'ils peuvent encourir de leur propre fait ou de celui de toute autre personne intervenant à quelque titre que ce soit.

En ce qui concerne les risques locatifs demeurant à la charge du Bénéficiaire, les polices d'assurance sont souscrites pour une valeur toujours égale à celle des bâtiments, locaux, installations ou emplacements occupés, de même le cas échéant qu'à celle des matériels et mobiliers utilisés pouvant appartenir au Concessionnaire.

Le Bénéficiaire prendra l'initiative de réajuster les capitaux assurés de telle sorte que les risques soient toujours intégralement garantis.

Le Bénéficiaire communique au Concessionnaire et à l'Autorité Concédante les polices ou attestations d'assurances nécessaires et justifient du paiement des primes afférentes. Ces polices d'assurance doivent obligatoirement stipuler :

- Que les occupants et leurs assureurs renoncent à tous recours contre le Concessionnaire et l'Autorité Concédante, ainsi que leurs assureurs, et les

garantissent contre toute action de quelque nature que ce soit qui serait engagée contre ces derniers, dans les conditions exposées aux articles précédents,

- Que les assureurs ont pris connaissance de la présente autorisation,
- Que les assureurs doivent aviser le Concessionnaire de toutes suspensions, limitations, réductions ou résiliations de garanties et ne peuvent se prévaloir de la déchéance des occupants que trente jours francs après qu'elle ait été notifiée à l'Exploitant par lettre recommandée avec accusé de réception.

## **ARTICLE 25. SORT DES INSTALLATIONS A L'ISSUE DE L'AUTORISATION**

1. A la cessation de l'occupation, pour quelque cause que ce soit, le Bénéficiaire est tenu d'évacuer les lieux occupés et de les remettre dans leur état primitif. La remise en état des lieux ne donne droit à paiement d'aucune indemnité au Bénéficiaire.
2. En application de l'article L2122-9 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques, le Concessionnaire en accord avec l'Autorité Concédante, peut décider de conserver le bénéfice de toutes constructions, installations et améliorations existant à la fin de l'occupation.  
Dans cette hypothèse, ces dernières seront incorporées automatiquement au domaine public, sans que l'Autorité Concédante ou le Concessionnaire soient tenus au versement d'aucune indemnité.
3. En outre, sans préjudice de tous dommages et intérêts en sa faveur, le Concessionnaire a le droit, sans aucune formalité préalable, de débarrasser les lieux occupés des installations mobilières pouvant s'y trouver, de déposer les matériels, mobiliers, marchandises, denrées et autres objets dans un lieu public et au besoin, de faire procéder à la vente de ces biens par un officier public, conformément à la loi, aux frais, risques et périls du Bénéficiaire.

Le Concessionnaire a également le droit de faire procéder, aux frais, risques et périls du Bénéficiaire, à toute démolition des installations immobilières qu'il ne désire pas conserver et à tous travaux destinés à assurer la remise des lieux dans leur état primitif.

4. A compter de la date fixée pour l'évacuation définitive des lieux, le Bénéficiaire qui se maintient est tenu de payer au Concessionnaire des pénalités de retard dans les conditions prévues aux présentes.

## **ARTICLE 26. PENALITES POUR RETARD DANS LA LIBERATION DES LIEUX**

A compter de la date fixée pour l'évacuation des lieux, le Bénéficiaire qui se maintient est tenu de payer, en sus de la redevance d'occupation, sans mise en demeure préalable, par jour de retard à libérer les lieux ou à les remettre en état, une indemnité égale à 10 % de la redevance mensuelle fixe.

## **ARTICLE 27. REPRISE DU MATERIEL ET DU MOBILIER**

A la cessation de l'occupation, quelle qu'en soit la cause, le Concessionnaire se réserve le droit d'exiger du Bénéficiaire qu'il rétrocède à son successeur les installations à caractère mobilier, le matériel et le mobilier lui appartenant, indispensables au maintien de l'exploitation autorisée. Le Concessionnaire peut même exiger cette rétrocession pour son compte, au cas où il décide de poursuivre lui-même l'exploitation considérée.

En cas de désaccord sur les conditions de la reprise, celles-ci sont fixées à dire d'experts, chaque partie désignant un expert.

A défaut d'entente, les parties pourront désigner un tiers-expert.

En aucun cas le Bénéficiaire ne peut exiger de son successeur ou du Concessionnaire une indemnité quelconque pour cession de droits ou d'éléments incorporels.

## **ARTICLE 28. IMPOTS, TAXES ET FRAIS**

Le Bénéficiaire supporte tous les frais inhérents à la présente autorisation ainsi que tous les impôts et taxes, y compris l'impôt foncier, auxquels sont ou pourraient être assujettis les biens faisant l'objet de la présente autorisation.

Il fait en outre s'il y a lieu et sous sa responsabilité, la déclaration de constructions nouvelles prévue par le Code général des impôts.

En fin d'occupation, quelle qu'en soit la cause, avant tout enlèvement de mobilier, matériel ou marchandises, il doit justifier au Concessionnaire du paiement de tous impôts, contributions et taxes dont il est redevable.

## **ARTICLE 29. FIN NORMALE DE L'AUTORISATION**

La présente autorisation prendra fin de plein droit à l'arrivée de son terme.

## **ARTICLE 30. JUGEMENT DES CONTESTATIONS**

Les contestations auxquelles peuvent donner lieu les autorisations d'occupation et d'utilisation accordées par le Concessionnaire sont de la compétence du Tribunal Administratif de Toulon.

## **ARTICLE 31. AVENANTS**

La présente autorisation ne pourra être modifiée que par voie d'avenant écrit et signé par les personnes dûment habilitées à cet effet par chacune des parties.

## **ARTICLE 32. ANNEXES CONTRACTUELLES**

**Annexe n° 1 : Plan de situation des lieux concernés**

**Annexe n° 2 : Extrait Kbis du Bénéficiaire**

**Annexe n° 3 : Arrêté préfectoral et ses annexes concernant l'information sur le plan de prévention des risques naturels et technologiques**

**Annexe n°4 : Notice technique des travaux et aménagements autorisés (permis de construire validé)**

**Annexe n°5 : Coût des travaux par grands postes de dépenses**

**Annexe n°6 : Calendrier pour la réalisation des travaux (Notice des travaux)**

Fait en quatre exemplaires originaux.

**Cachet et Signature :**

A Toulon, le : 17 DEC. 2021

**Pour le Concessionnaire**

  
**Basil GERTIS**

**Pour le Concédant**


**Hubert FALCO**

**Pour le Bénéficiaire**

**RIVIERA LINES**  
38 RUE GEORGES CLEMENCEAU  
06400 CANNES  
Tél 04 93 38 97 18 - Fax 04 93 38 69 02  
SIRET 450 972 260 00050

**Thierry ARNAL**

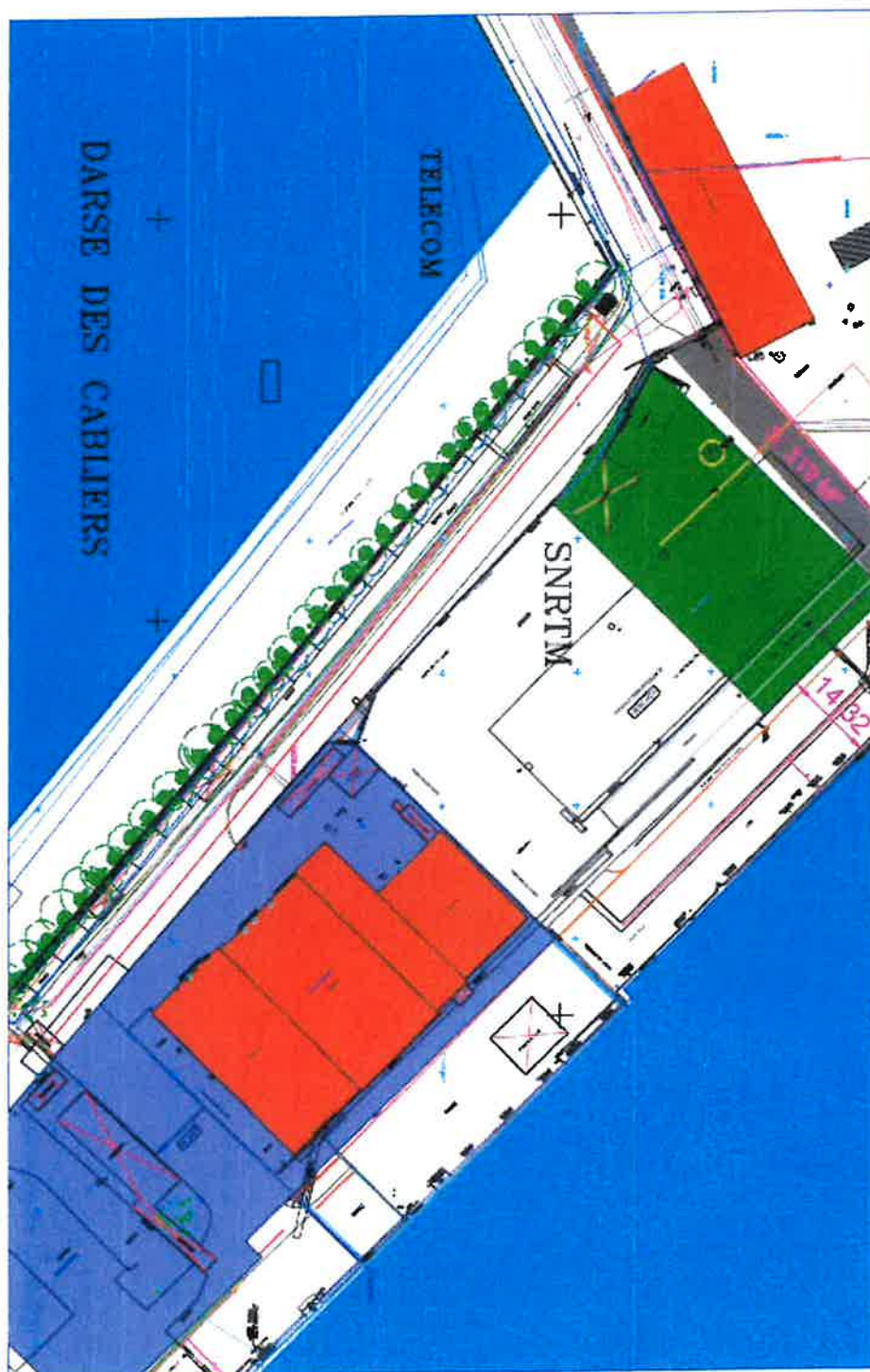
PARAPHE



Le Bénéficiaire



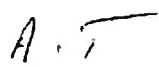
**Annexe n° 1 : Plan de situation des lieux concernés**





**Annexe n° 2 : Extrait Kbis du Bénéficiaire**

PARAPHE


Le Bénéficiaire





N° de gestion 2003B00865

**Extrait Kbis**

**EXTRAIT D'IMMATRICULATION PRINCIPALE AU REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIÉTÉS**  
à jour au 29 novembre 2019

**IDENTIFICATION DE LA PERSONNE MORALE**

<i>Immatriculation au RCS, numéro</i>	450 972 260 R.C.S. Cannes
<i>Date d'immatriculation</i>	24/11/2003
<i>Dénomination ou raison sociale</i>	<b>RIVIERA LINES</b>
<i>Forme juridique</i>	Société à responsabilité limitée
<i>Capital social</i>	15 000,00 Euros
<i>Adresse du siège</i>	38 Rue Georges Clémenceau 06400 Cannes
<i>Durée de la personne morale</i>	Jusqu'au 24/11/2053
<i>Date de clôture de l'exercice social</i>	31 décembre

**GESTION, DIRECTION, ADMINISTRATION, CONTRÔLE, ASSOCIÉS OU MEMBRES**

**Gérant**

<i>Nom, prénoms</i>	ARNAL Thierry
<i>Date et lieu de naissance</i>	Le 10/10/1955 à CASABLANCA (MAROC)
<i>Nationalité</i>	Française
<i>Domicile personnel</i>	26 Chemin des Arbousiers Domaine de la Closerie 06400 Cannes

**Commissaire aux comptes titulaire**

<i>Dénomination</i>	AUDIT GESTION ANALYSE EXPERTISE
<i>Forme juridique</i>	Société anonyme
<i>Adresse</i>	141 Avenue Marcel Castie Espace Maurice 83000 Toulon
<i>Immatriculation au RCS, numéro</i>	320 510 241 R.C.S. Toulon

**RENSEIGNEMENTS RELATIFS À L'ACTIVITÉ ET À L'ÉTABLISSEMENT PRINCIPAL**

<i>Adresse de l'établissement</i>	38 Rue Georges Clémenceau 06400 Cannes
<i>Activité(s) exercée(s)</i>	Les transports maritimes et terrestres et de fret, organisation de congrès et de séminaires, transport maritime de passagers, commerce de pièces détachées et de moteurs pour navires
<i>Date de commencement d'activité</i>	01/01/2004
<i>Origine du fonds ou de l'activité</i>	Création
<i>Mode d'exploitation</i>	Exploitation directe

**IMMATRICULATION HORS RESSORT**

R.C.S. Antibes

Le Greffier



FIN DE L'EXTRAIT



**Annexe n° 3 : Arrêté préfectoral et ses annexes concernant l'information sur le plan de prévention des risques naturels et technologiques**







**ARRETE PREFECTORAL du - 6 AOUT 2014 relatif à  
l'élaboration de l'état des risques naturels et technologiques majeurs  
de biens immobiliers**

**Commune de LA SEYNE-SUR-MER**

**LE PREFET DU VAR  
Officier de la Légion d'Honneur  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite**

**Vu** le code général des collectivités territoriales ;

**Vu** le code de l'environnement, notamment les articles L.125-5 et R.125-23 à R.125-27 ;

**Vu** le décret n° 2010-1254 relatif à la prévention des risques ;

**Vu** le décret n° 2010-1255 du 22 octobre 2010, consolidé le 1<sup>er</sup> mai 2011, portant délimitation des zones de sismicité du territoire français ;

**Vu** le code de la construction et de l'habitation, notamment ses articles L.271-4 et L.271-5 ;

**Vu** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

**Vu** l'arrêté préfectoral du 20 avril 2011 fixant la liste des communes concernées par l'obligation d'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs ;

**Vu** l'arrêté préfectoral du 20 mai 2011 relatif à l'élaboration de l'état des risques naturels et technologiques majeurs de biens immobiliers sur la commune de LA SEYNE-SUR-MER ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 01 mars 2013 prescrivant l'élaboration du plan de prévention des risques technologiques de la pyrotechnie principale de Toulon, sur partie des territoires des communes de TOULON, OLLIOULES et LA SEYNE-SUR-MER ;

Vu l'arrêté ministériel du 30 juin 2014 prolongeant au 1<sup>er</sup> mars 2016 le délai d'élaboration du plan de prévention des risques technologiques de la pyrotechnie principale de Toulon, sur partie des territoires des communes de TOULON, OLLIOULES et LA SEYNE-SUR-MER ;

Vu l'arrêté préfectoral du 2 Janvier 2013 portant délégation de signature à M. Jean-Michel Maurin, directeur départemental des territoires et de la mer du Var, dans l'effet de signer, notamment, tous actes, documents administratifs, dans le cadre des missions relevant de sa direction ;

**Sur proposition** de Monsieur le chef du service aménagement durable de la direction départementale des territoires et de la mer du Var ;

## **ARRETE**

### **ARTICLE 1 :**

L'arrêté préfectoral du 20 mai 2011 relatif à l'élaboration de l'état des risques naturels et technologiques majeurs de biens immobiliers sur la commune de LA SEYNE-SUR-MER est abrogé.

### **ARTICLE 2 :**

Les éléments nécessaires à l'élaboration de l'état des risques naturels et technologiques pour l'information des acquéreurs et locataires de biens immobiliers situés dans la commune de LA SEYNE-SUR-MER sont récapitulés dans le dossier communal d'informations annexé au présent arrêté.

Ce dossier comprend :

- la fiche communale d'informations sur les risques naturels, miniers et technologiques auxquels la commune est exposée sur tout ou partie de son territoire,
- l'arrêté de prescription du Plan de Prévention des Risques Technologiques (PPRT), et l'arrêté de prolongation de son délai d'approbation,
- la fiche synthétique d'informations sur le risque technologique,
- le niveau de sismicité réglementaire attaché à la commune,
- la fiche synthétique d'informations sur le risque sismique,
- l'adresse internet de la liste actualisée des arrêtés ayant porté reconnaissance de l'état de catastrophe naturelle ou technologique,

Ce dossier, avec les documents de référence mentionnés ci-dessus, est librement consultable en mairie et à la direction départementale des territoires et de la mer du Var.

- Le dossier d'informations est accessible sur le site internet de la préfecture,

**ARTICLE 3 :**

Ces éléments d'informations sont mis à jour au regard des situations mentionnées à l'article R.125-25 du code de l'environnement.

**ARTICLE 4 :**

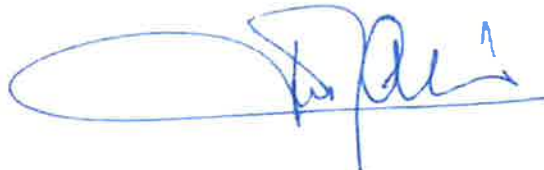
Une copie du présent arrêté et le dossier d'informations propre à la commune sont adressés à Monsieur le maire de la commune de LA SEYNE-SUR-MER et à la chambre départementale des notaires.

Le présent arrêté sera affiché en mairie et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du Var.

**ARTICLE 5 :**

Monsieur le secrétaire général de la préfecture, Monsieur le directeur de cabinet, Messieurs les sous-préfets d'arrondissement, Monsieur le directeur départemental des territoires et de la mer et Monsieur le maire de la commune de LA SEYNE-SUR-MER sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté.

Pour le préfet et par délégation,  
le directeur départemental des territoires et de la mer du Var



Jean-Michel MAURIN



## ***DOSSIER COMMUNAL D'INFORMATIONS***

***ACQUÉREURS - LOCATAIRES***

***COMMUNE DE LA SEYNE-SUR-MER***

## Commune de LA SEYNE SUR MER

### Fiche communale d'informations sur les risques naturels, miniers et technologiques pour l'application des I, II de l'article L 125-5 du Code de l'environnement

#### 1. Fiche communale annexée à l'arrêté préfectoral

n°

du 06/08/2014

mis à jour le

#### servitudes

#### 2. Situation de la commune au regard d'un ou plusieurs plans de prévention de risques [ PPR ]

2.1 La commune est située dans le périmètre d'un PPR naturels miniers technologiques ☒ non

prescrit

date 01/03/2013

Effets de surpression,  
thermiques, toxiques et de  
aléa projection

Les documents de référence mentionnés à l'article R125-24 du Code de l'environnement sont :

L'arrêté ministériel du 1<sup>er</sup> mars 2013

consultable sur Internet \*

L'arrêté ministériel du 30 juin 2014 prolongeant au 1<sup>er</sup> mars 2016 le délai d'élaboration du PPRT

consultable sur Internet \*

consultable sur Internet \*

Le règlement de ce PPR intègre des prescriptions de travaux

oui

non

#### 3. Situation de la commune au regard du zonage réglementaire pour la prise en compte de la sismicité

en application de l'article R 563-4 du code de l'environnement.

La commune est située dans une zone de sismicité

Forte

Moyenne

Modérée

Faible

Très faible

zone 5

zone 4

zone 3

zone 2 ☒

Zone 1 \*

\* Il n'existe aucune obligation réglementaire pour le niveau 1 de sismicité

Le document de référence mentionné à l'article R125-24 du Code de l'environnement est :

Article D 563-8-1 sur la répartition des communes entre les cinq zones de sismicité

consultable sur Internet \*

X

#### pièces jointes

#### 4. Cartographie

extraits de documents ou de dossiers permettant la localisation des immeubles au regard des risques encourus  
en application de l'article R125-26 du Code de l'environnement

Périmètre d'étude joint à l'arrêté ministériel du 1<sup>er</sup> mars 2013

#### 5. Arrêtés portant ou ayant porté reconnaissance de l'état de catastrophe naturelle ou technologique

à la date de l'édition de la présente fiche communale

! La liste actualisée des arrêtés est consultable sur le site portail [www.prim.net](http://www.prim.net) dans la rubrique : Ma commune face aux risques

## **FICHE SYNTHETIQUE D'INFORMATIONS SUR LE RISQUE**

### **TECHNOLOGIQUE**

#### **COMMUNE DE LA SEYNE SUR MER**

##### **I Le Plan de Prévention des Risques technologiques (P.P.R.T)**

Un plan de prévention des risques technologiques relatif à la présence de la pyrotechnie principale de TOULON, a été prescrit le 1er mars 2013 sur parties des territoires des communes de TOULON, OLLIOULES et LA SEYNE-SUR-MER. Son délai d'élaboration a été prolongé au 1<sup>er</sup> mars 2016 par arrêté ministériel du 30 juin 2014.

Le P.P.R. présente trois principaux objectifs qui visent à :

- agir sur l'urbanisation existante afin de protéger la population soumise au risque technologique;
- mieux encadrer l'urbanisation future autour de ces établissements industriels à « hauts risques »;
- agir sur la maîtrise des risques à la source par la mise en œuvre de mesures supplémentaires

D'une façon générale, le P.P.R.T permet de constituer une connaissance du risque pour que chaque personne concernée soit informée et responsabilisée.

Il institue par ailleurs une réglementation minimum mais durable afin de garantir les mesures de prévention. C'est pour cela que le P.P.R. constitue une servitude d'utilité publique affectant l'utilisation du sol et elle s'impose notamment aux documents d'urbanisme (POS, PLU).

Le P.P.R. est l'outil qui permet d'afficher et de pérenniser la prévention. Il contient des informations sur les risques potentiels, la prévention, la réglementation et l'utilisation du sol. Il permet de limiter les dommages et d'améliorer la sécurité sur les biens et les personnes. Il fixe les dispositions applicables aux biens et activités existants (dans un objectif de réduction de la vulnérabilité), à l'implantation de toute construction et installation, à l'exécution de tous travaux et à l'exercice de toute activité.

##### **II. Description sommaire du risque technologique:**

Le site de la pyrotechnie principale de TOULON comprend des installations classées "AS" (autorisation avec servitudes) au sens de la nomenclature des installations classées et appartenant à la liste prévue au IV de l'article L.515-18 du code de l'environnement. Cette classification correspond au seuil haut de la directive n° 96/82/CE du 9 décembre 1996 dite SEVESO II.

Du fait des dangers importants qu'il présente, ce site est soumis à un certain nombre de contraintes réglementaires, dont l'objectif prioritaire est la maîtrise du risque à la source.

Ainsi, certaines parties des territoires des communes de TOULON, OLLIOULES et LA SEYNE-SUR-MER, incluses dans le périmètre d'étude du PPRT, sont susceptibles d'être impactées par des phénomènes dangereux à cinétique rapide avec des effets de surpression, des effets thermiques, des effets toxiques et des effets de projections.

**L'arrêté ministériel du 1<sup>er</sup> mars 2013 prescrivant le PPRT et le périmètre d'études ainsi que l'arrêté ministériel du 30 juin 2014 prolongeant le délai d'élaboration du PPRT sont joints à cette fiche**

#### **IV. Informations générales**

<http://www.risquesmajeurs.fr/definition-generale-du-risque-majeur>

<http://macommune.prim.net>

[http://www.sigvar.org/frontblocks/risques/donnees\\_cartes\\_comunes\\_risques.php?ID\\_CODE\\_INSEE=139](http://www.sigvar.org/frontblocks/risques/donnees_cartes_comunes_risques.php?ID_CODE_INSEE=139)

<http://www.paca.developpement-durable.gouv.fr>

**Date de réalisation ou de mise à jour de la fiche : août 2014**





**REPUBLIQUE FRANCAISE**

**MINISTERE DE LA DEFENSE**

**ARRÊTÉ**

**Prescription du plan de prévention des risques technologiques  
de la pyrotechnie principale de Toulon, sur parties des territoires  
des communes de Toulon, Ollioules et La Seyne-sur-Mer (Var)**

**Le ministre de la Défense,**

**VU le code de l'environnement, notamment ses articles L.515-15 à L.515-26 ;**

**VU le code de l'environnement, livre I<sup>er</sup> - titre II relatif à l'information et à la  
citoyens et notamment son article D.125-31 relatif aux commissions de suivi de site ;**

**VU le code de l'environnement, livre V- titre I relatif aux installations classées et  
articles R.515-39 à R.515-50 relatifs aux plans de prévention des risques technologiques ;**

**VU le code de l'urbanisme, notamment ses articles L.211-1, L.230-1 et L.300-2 ;**

**VU le code de l'expropriation pour cause d'utilité publique, notamment ses articles L.**

**VU la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement  
articles R.511-9 et R.511-10 du code de l'environnement ;**

**VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à  
à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;**

**VU le décret ministériel du 30 juillet 2010 autorisant l'exploitation des installations  
l'enceinte de la pyrotechnie principale de Toulon située sur le territoire des communes  
Ollioules et La Seyne-sur-Mer (Var) ;**

**VU l'arrêté ministériel du 29 septembre 2005 relatif à l'évaluation et à la prise  
probabilité d'occurrence, de la cinétique, de l'intensité des effets et de la gravité des  
accidents potentiels dans les études de dangers des installations classées soumises à au**

**VU l'arrêté ministériel du 20 avril 2007 fixant les règles relatives à l'évaluation des  
prévention des accidents dans les établissements pyrotechniques ;**

**VU l'arrêté ministériel du 17 août 2006 du ministre de la défense classant la pyrotechnie**



**CONSIDERANT** que des parties des territoires des communes de Toulon, Ollioules et La Seyne-sur-Mer (Var), sont susceptibles d'être soumises aux effets de ces phénomènes dans les zones littorales ;

**CONSIDERANT** la nécessité de limiter l'exposition des populations potentiellement exposées à ces risques technologiques, de définir des contraintes et des règles particulières en matière d'urbanisme, de construction et d'aménagement ;

**SUR PROPOSITION** de Madame la chef de l'Inspection des installations classées pour la protection de l'environnement ;

## **Arrête**

### **ARTICLE 1<sup>ER</sup> : Périmètre d'étude**

L'élaboration d'un plan de prévention des risques technologiques (PPRT) est prévue pour les territoires des communes de Toulon, Ollioules et La Seyne-sur-Mer (Var).

Le périmètre d'étude du PPRT est délimité par la carte annexée au présent arrêté.

### **ARTICLE 2 : Nature des risques pris en compte :**

Le territoire inclus dans le périmètre d'étude est susceptible d'être impacté par des risques technologiques dangereux à cinétique rapide avec des effets de surpression, des effets thermiques et des effets de projections.

### **ARTICLE 3 : Services instructeurs**

Une équipe de projet interministérielle, composée de la direction départementale de l'équipement du Var et de l'inspection des installations classées de la Défense élabore le plan de prévention des risques technologiques prévu à l'article 1<sup>er</sup>.

Les autres procédures relatives à l'établissement du plan de prévention des risques technologiques sont accomplies à la diligence du préfet du Var.

### **ARTICLE 4 : Personnes et organismes associés**

Conformément à l'article L.515-22 du code de l'environnement, sont associés à la prévention des risques technologiques les personnes et organismes suivant :

- la commune de Toulon ;
- la commune d'Ollioules ;
- la commune de La Seyne-sur-Mer ;
- la communauté d'agglomération Toulon Provence Méditerranée ;

D'autres réunions avec les personnes et organismes associés ou leurs représentants sont organisées à leur demande ou en tant que de besoin.

Ces réunions sont convoquées au moins dix jours avant la date prévue. Les réunions sont adressées sous quinzaine, pour observations, aux personnes et organismes concernés. Elles peuvent être prises en considération que les observations faites par écrit au moins dix jours suivant la réception du compte rendu.

Le projet de plan de prévention des risques technologiques, éventuellement modifié, de la concertation, est soumis aux personnes et organismes associés. A défaut de réponse dans un délai de deux mois à compter de leur saisine, leur avis est réputé favorable.

#### **ARTICLE 5 : Modalités de concertation**

La concertation consiste en au moins deux réunions de la commission de suivi. La première comprend la présentation de l'arrêté de prescription du PPRT. La deuxième concerne l'adoption du projet de plan de prévention des risques technologiques.

Les réunions de la commission de suivi de site ayant pour objet le plan de prévention des risques technologiques ne sont pas ouvertes au public. Le bilan de la concertation n'est pas communiqué.

Conformément à l'article R.515-50 alinéa III, pour les installations relevant du régime de l'arrêté de prescription du PPRT ayant fait l'objet d'une décision ministérielle en matière de protection du public, les mesures d'information et de consultation prévues au livre V titre VI sous-section I du code de l'environnement ne sont pas effectuées et le projet de plan de prévention des risques technologiques n'est pas soumis à enquête publique.

#### **ARTICLE 6 : Mesures de publicité**

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de l'Etat dans le département.

Il sera, en outre, publié au bulletin officiel des armées.

#### **ARTICLE 7 : Délais**

Le plan de prévention des risques technologiques doit être approuvé dans le délai prévu à l'article R.515-50 alinéa III, à compter de l'intervention de l'arrêté prescrivant son élaboration.

Si les circonstances l'exigent, notamment pour prendre en compte la complexité de l'installation, la durée des consultations, le ministre de la défense peut, par arrêté motivé, fixer des délais supplémentaires.

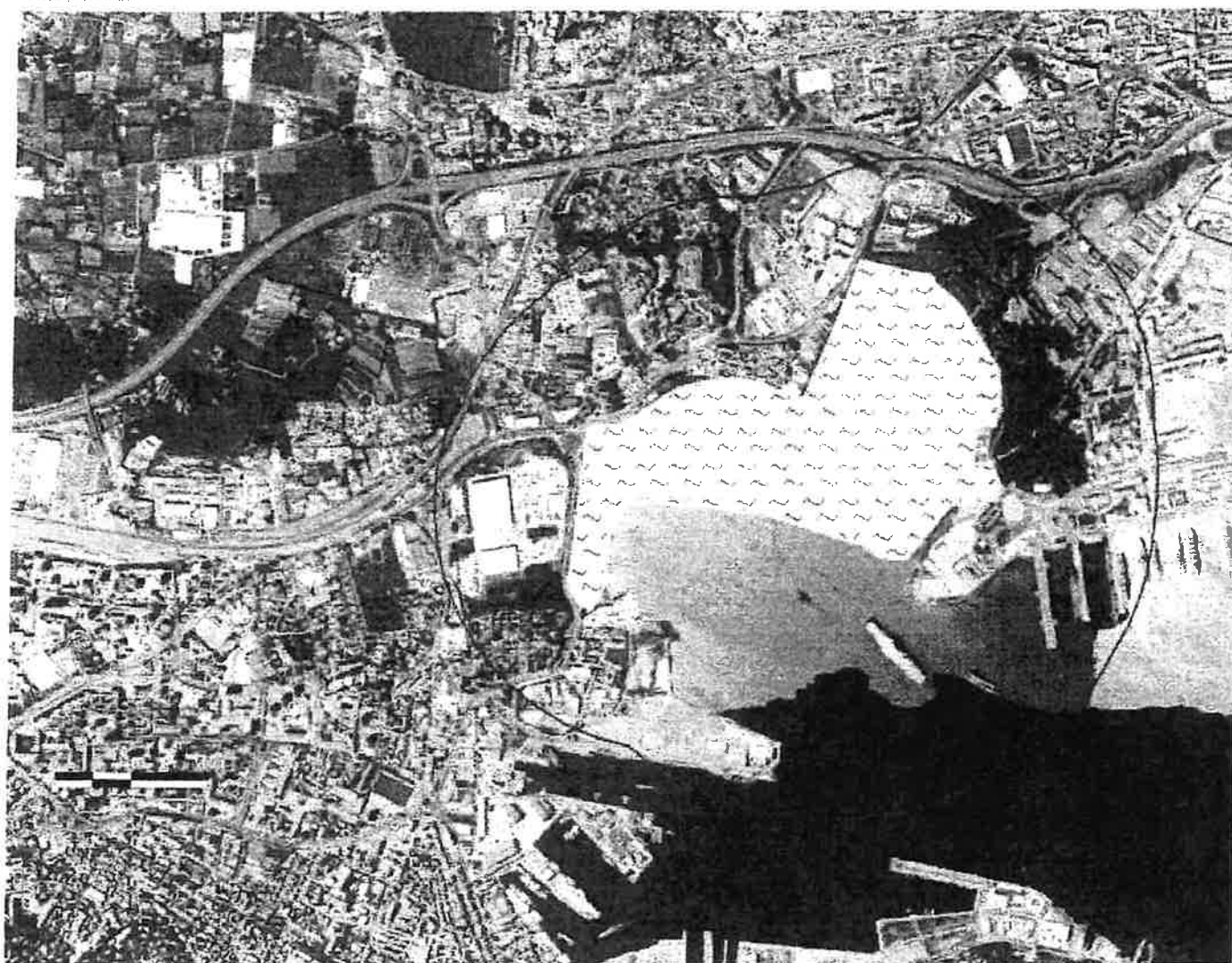
#### **ARTICLE 8 :**

## ANNEXE

Périmètre d'étude du plan de prévention des risques technologiques  
de la pyrotechnie principale de Toulon (département du Var).



**PPRT de la pyrotechnie de Toulon (EPMu "Méditerranée")**  
**Périmètre d'étude**



Sources:



REPUBLIQUE FRANCAISE  
MINISTERE DE LA DEFENSE

Arrêté

de prolongation du délai d'élaboration du plan de prévention des risques technologiques de la pyrotechnie principale de Toulon, communes de Toulon, Ollioules et La Seyne-sur-Mer (Var)

Le ministre de la défense,

VU le code de l'environnement, notamment ses articles L. 515-15 à L. 515-26 et R. 515-39 à R. 515-50 relatifs aux plans de prévention des risques technologiques ;

VU l'arrêté ministériel du 1<sup>er</sup> mars 2013 portant prescription du plan de prévention des risques technologiques de la pyrotechnie principale de Toulon, sur parties des territoires des communes de Toulon, Ollioules et La Seyne-sur-Mer (Var) ;

CONSIDERANT les enjeux sensibles et la complexité de la phase d'association relative à l'élaboration du plan de prévention des risques technologiques de la pyrotechnie principale de Toulon ;

CONSIDERANT les mesures complémentaires de réduction du risque à la source actées par le courrier de l'établissement principal des munitions "Méditerranée" en date du 21 mai 2013 ;

CONSIDERANT que l'élaboration du plan de prévention des risques technologiques de la pyrotechnie principale de Toulon ne pourra être menée à bien dans le délai de dix-huit mois à compter de la date de l'arrêté de prescription ;

CONSIDERANT qu'un nouveau délai peut être fixé par arrêté conformément à l'article R. 515-40 du code de l'environnement ;

SUR PROPOSITION du chef de l'inspection des installations classées de la défense :

ARRETE

**ARTICLE 1 :**

Le délai d'approbation du plan de prévention des risques technologiques du plan de prévention des risques technologiques de la pyrotechnie principale de Toulon, sur parties des territoires des communes de Toulon, Ollioules et La Seyne-sur-Mer (Var), est prolongé de dix-huit mois, soit jusqu'au **1<sup>er</sup> mars 2016**.

**ARTICLE 2 :**

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de l'Etat dans le département et au bulletin officiel des armées.

Fait à Paris, le 30 JUN 2014  
L'ingénieur en chef des ponts  
des eaux et des forêts  
Sous-directeur de l'immobilier et de l'environnement  
Pour le ministre et par délégation  
Stanislas PROUVOST

## FICHE SYNTHETIQUE D'INFORMATIONS SUR LE RISQUE SISMIQUE

### COMMUNE DE LA SEYNE-SUR-MER

#### I. Nature et caractéristique de l'aléa – intensité du risque

Un séisme est une fracturation brutale des roches en profondeur le long de failles en profondeur dans la croûte terrestre (rarement en surface). Le séisme génère des vibrations importantes du sol qui sont ensuite transmises aux fondations des bâtiments.

Les séismes sont, avec le volcanisme, l'une des manifestations de la tectonique des plaques. L'activité sismique est concentrée le long de failles, en général à proximité des frontières entre ces plaques. Lorsque les frottements au niveau d'une de ces failles sont importants, le mouvement entre les deux plaques est bloqué. De l'énergie est alors stockée le long de la faille. La libération brutale de cette énergie stockée permet de rattraper le retard du mouvement des plaques. Le déplacement instantané qui en résulte est la cause des séismes. Après la secousse principale, il y a des répliques, parfois meurtrières, qui correspondent à des réajustements des blocs au voisinage de la faille.

Un séisme est caractérisé par :

- **Son foyer** (ou hypocentre) : c'est l'endroit de la faille où commence la rupture et d'où partent les premières ondes sismiques.
- **Son épïcentre** : point situé à la surface terrestre à la verticale du foyer.
- **Sa magnitude** : intrinsèque à un séisme, elle traduit l'énergie libérée par le séisme. La plus connue est celle de Richter. Augmenter la magnitude d'un degré revient à multiplier l'énergie libérée par 30.
- **Son intensité** : qui mesure les effets et dommages du séisme en un lieu donné. Ce n'est pas une mesure objective par des instruments, mais une appréciation de la manière dont le séisme se traduit en surface et dont il est perçu (dommages aux bâtiments notamment). On utilise habituellement l'échelle EMS98, qui comporte douze degrés. Le premier degré correspond à un séisme non perceptible, le douzième à un changement total du paysage. L'intensité n'est donc pas, contrairement à la magnitude, fonction uniquement du séisme, mais également du lieu où la mesure est prise (zone urbaine, désertique...). D'autre part, les conditions topographiques ou géologiques locales (particulièrement des terrains sédimentaires reposant sur des roches plus dures) peuvent amplifier les mouvements sismiques du sol (effets de site), donc générer plus de dommages et ainsi augmenter l'intensité localement. Sans effets de site, l'intensité d'un séisme est habituellement maximale à l'épicentre et décroît quand on s'en éloigne.
- **La fréquence et la durée des vibrations** : ces 2 paramètres ont une incidence fondamentale sur les effets en surface.
- **La faille activée** (verticale ou inclinée) : elle peut se propager en surface.

Un séisme peut se traduire à la surface terrestre par la dégradation ou la ruine des bâtiments, des décalages de la surface du sol de part et d'autre des failles, mais peut également provoquer des phénomènes annexes importants tels que des glissements de terrain, des chutes de blocs, une liquéfaction des sols meubles imbibés d'eau, des avalanches ou des raz-de-marée (tsunamis : vague pouvant se propager à travers un océan entier et frapper des côtes situées à des milliers de kilomètres de l'épicentre de manière meurtrière et dévastatrice).



## **II. Le zonage sismique**

L'analyse de la sismicité historique (à partir des témoignages et archives depuis 1000 ans), de la sismicité instrumentale (mesurée par des appareils) et l'identification des failles actives, permettent de définir l'aléa sismique d'une commune, c'est-à-dire l'ampleur des mouvements sismiques attendus sur une période de temps donnée (aléa probabiliste).

Le nouveau zonage sismique de la France divise le territoire national en cinq zones de sismicité croissante en fonction de la probabilité d'occurrence des séismes (article D563-8-1 du code de l'environnement). Ce classement est réalisé à l'échelle communale.

- zone 1 : sismicité très faible
- zone 2 : sismicité faible
- zone 3 : sismicité modérée
- zone 4 : sismicité moyenne
- zone 5 : sismicité forte.

Dans le VAR, toutes les communes sont classées en zones de sismicité 2 à 4 (carte annexée à cette fiche).

**La commune de LA SEYNE-SUR-MER est située en zone 2, sismicité faible.**

## **III. Les règles de construction parasismique**

Le zonage sismique de la France impose (dans les zones 2, 3, 4 et 5) l'application de règles parasismiques pour les constructions neuves et aux bâtiments existants dans le cas de certains travaux d'extension notamment.

Ces règles sont définies par les normes Eurocode 8, qui ont pour but d'assurer la protection des personnes contre les effets des secousses sismiques. Elles définissent les conditions auxquelles doivent satisfaire les constructions pour atteindre ce but.

En cas de secousse « nominale », c'est-à-dire avec une ampleur théorique maximale fixée selon chaque zone, la construction peut subir des dommages irréparables, mais elle ne doit pas s'effondrer sur ses occupants.

En cas de secousse plus modérée, l'application des dispositions définies dans les règles parasismiques doit aussi permettre de limiter les endommagements et, ainsi, les pertes économiques. Ces nouvelles règles sont applicables à partir de mai 2011 à tout type de construction.

Les principales références réglementaires concernent l'article L.563-1 du code de l'environnement, le décret 2010-1254 du 22 octobre 2010 et l'arrêté du 22 octobre 2010 relatif à la classification et aux règles de construction parasismique applicables aux bâtiments de la classe dite « à risque normal ».

Les règles de classification issues de l'arrêté du 22 octobre 2010 sont synthétisées ci-après :

- catégorie d'importance I : bâtiments dans lesquels il n'y a aucune activité humaine nécessitant un séjour de longue durée ;
- catégorie d'importance II : habitations individuelles, établissements recevant du public (ERP) de catégories 4 et 5, habitations collectives de hauteur inférieure à 28 m, bureaux

- ou établissements commerciaux non ERP ( $h \leq 28$  m, max. 300 pers.), bâtiments industriels pouvant accueillir au plus 300 personnes, parcs de stationnement ouverts au public ;
- catégorie d'importance III : ERP de catégories 1, 2 et 3, habitations collectives et bureaux de hauteur supérieure à 28 m, bâtiments pouvant accueillir plus de 300 personnes, établissements sanitaires et sociaux, centres de production collective d'énergie, établissements scolaires ;
  - catégorie d'importance IV : bâtiments indispensables à la sécurité civile, la défense nationale et le maintien de l'ordre public. bâtiments assurant le maintien des communications, la production et le stockage d'eau potable, la distribution publique de l'énergie. bâtiments assurant le contrôle de la sécurité aérienne, établissements de santé nécessaires à la gestion de crise, centres météorologiques.

Dans les zones de **sismicité faible (zone 2)**, les règles de construction parasismiques sont obligatoires, pour toute construction neuve ou pour les travaux d'extension sur l'existant, pour les bâtiments de catégories III et IV. Elles sont également obligatoires pour les travaux lourds, pour les bâtiments de catégorie IV (décret 2010-1254 du 22 octobre 2010).

Les grandes lignes de ces règles de construction parasismique sont :

- la prise en compte de la nature du sol et du mouvement du sol attendu,
- la qualité des matériaux utilisés,
- la conception générale de l'ouvrage (qui doit allier résistance et déformabilité),
- l'assemblage des différents éléments qui composent le bâtiment (chaînages),
- la bonne exécution des travaux.

#### **IV. Les grands principes de construction parasismique**

- fondations reliées entre elles,
- liaisonnement fondations-bâtiments-charpente,
- chaînages verticaux et horizontaux avec liaison continue,
- encadrement des ouvertures (portes, fenêtres),
- murs de refend,
- panneaux rigides,
- fixation de la charpente aux chaînages,
- triangulation de la charpente,
- chaînage sur les rampants,
- toiture rigide,

**Le respect des règles de construction parasismique ou le renforcement de sa maison permettent d'assurer au mieux la protection des personnes et des biens contre les effets des secousses sismiques.**

#### **V. Informations générales**

Le risque sismique : <http://www.risquesmajeurs.fr/le-risque-sismique>  
<http://catalogue.prim.net> catégorie « séisme »

Ma commune face au risque : <http://macommune.prim.net>

Plan séisme : <http://www.planseisme.fr>

Le Bureau Central Sismologique français (BCSF) : <http://www.franceseisme.fr>

Date d'élaboration de la fiche : avril 2011

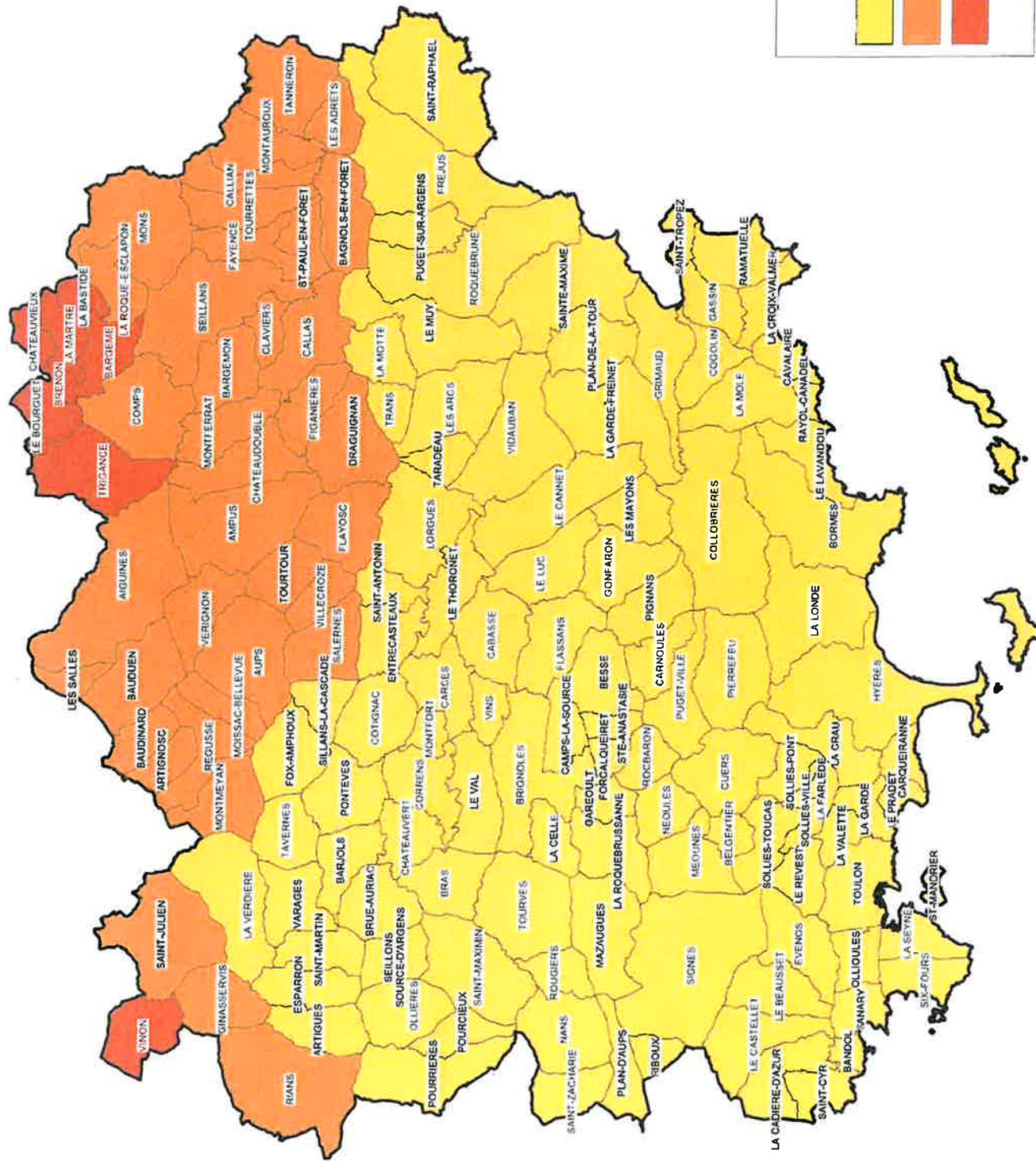
mise à jour :

# ZONES DE SISMICITE DU VAR

## Décret du 22 octobre 2010



Direction  
Départementale  
des Territoires  
et de la Mer



### LEGENDE

- Zone de sismicité faible (2)
- Zone de sismicité modérée (3)
- Zone de sismicité moyenne (4)



**Annexe n°4 : Notice technique des travaux et aménagements autorisés (permis de construire validé)**



<b>MAIRIE de LA SEYNE SUR MER</b>		<b>PERMIS DE CONSTRUIRE</b> DELIVRE PAR LE MAIRE AU NOM DE LA COMMUNE	
Demande déposée le 26/11/2019 et complétée le 30/01/2020		N° PC 083 126 19 C0103	
Par	SARL RIVIERA LINES		
Demeurant à	38 RUE GEORGES CLEMENCEAU 06400 CANNES		
Sur un terrain sis à	ZONE PORTUAIRE DE BREGAILLON 83500 LA SEYNE SUR MER 126 BX 84		
Nature des Travaux	mise en place de 2 bâtiments modulaires		

Surface de plancher  
créée : 53m²

Stationnements  
extérieurs créés : 2

**Le Maire de la Ville de LA SEYNE SUR MER**

Vu la demande de permis de construire susvisée,  
Vu l'arrêté de délégation de fonction et de signature du 24/01/2019,  
Vu le Code de l'Urbanisme, notamment ses articles L 421-1 et suivants, R 421-1 et suivants,  
Vu le règlement municipal d'adduction d'eau potable approuvé le 11/10/2017,  
Vu le règlement du service communautaire d'assainissement collectif approuvé le 24/09/2015,  
Vu le Projet d'Aménagement et de Développement Durable débattu en Conseil Municipal le 18/09/2009,  
Vu le Plan Local d'Urbanisme en vigueur à la date du présent arrêté et notamment la zone UPa,

Vu l'avis de l'Architecte des Bâtiments de France du 11/12/2019,

Vu la consultation des services de la Métropole Toulon Provence Méditerranée en date du 27/11/2020,

Vu l'avis de la Chambre du Commerce du Var en date du 10/01/2020

Vu la consultation d'ENEDIS en date du 27/11/2019,

Vu l'Arrêté Préfectoral du 08/02/2017, approuvant le Règlement Départemental de Défense Extérieure Contre L'Incendie du Var,

Considérant que le projet, par ses caractéristiques, entre dans le champ d'application du risque courant ordinaire défini par le Règlement Départemental de Défense Extérieure Contre L'Incendie du Var,

Considérant la présence de trois hydrants publics ( N° SMR 476, 199, 198) situés à moins de 200mètres du projet,

Considérant que lesdits hydrants ont des débits égaux ou supérieurs à 60m³/h à 1 bar , répondant ainsi aux besoins en eau du risque courant ordinaire,

Vu la délibération du Conseil Métropolitain du 23/11/2018 instaurant la taxe d'aménagement majorée sur le secteur à enjeux économiques d'intérêt communautaire dit «quartier de Brégailhon » sur la commune de La Seyne-sur-Mer,

Considérant que les parcelles objet de la présente demande appartiennent au périmètre susvisé et qu'il d'appliquer la taxe d'aménagement majorée,

## ARRETE

### ARTICLE 1 : DECISION

Le permis de construire est **ACCORDE** pour le projet décrit dans la demande susvisée conformément aux plans ci-annexés, ledit permis est assorti des prescriptions et réserves énoncées aux articles ci-après.

### ARTICLE 2 : AEP

Les raccordements AEP devront être réalisés par le délégataire du service public, conformément au règlement municipal.

### ARTICLE 3 : ASSAINISSEMENT

Avant le début des travaux, le dossier de raccordement au réseau d'assainissement devra être déposé au Service Communautaire d'assainissement (SCA) : Communauté d'Agglomération Toulon Provence Méditerranée – Service Assainissement – CS 30536 – 83041 TOULON Cedex 9.

Les branchements seront réalisés par les fermiers conformément au règlement communautaire.

La desserte est assurée par le réseau public d'assainissement collectif de l'avenue Youri Gagarine et via les aménagements de la CNIM. Le pétitionnaire devra fournir les actes de servitudes de tréfonds avant le début des travaux. Les dispositions du chapitre IV du règlement du service assainissement, relatif aux rejets d'eaux usées non domestiques devront être respectées et validées par les services compétents.

### ARTICLE 4 : PRESCRIPTIONS HYDRAULIQUES

La réalisation des aménagements hydrauliques sera attestée par la production de documents (plan de récolement, factures...) au moment du dépôt de la Déclaration Attestant l'Achèvement et la Conformité des Travaux (D.A.A.C.T.).

### ARTICLE 5 : ELECTRICITE

Le réseau public de distribution d'électricité est susceptible d'accueillir le raccordement du projet sur une puissance de raccordement de 12kVA monophasé sans qu'une extension de réseau soit nécessaire.

### ARTICLE 6 : DEVELOPPEMENT DURABLE

Conformément au Plan Local d'Urbanisme et au projet d'aménagement et de développement durable, la mise en place des énergies renouvelables et de la maîtrise des énergies est préconisée.

### ARTICLE 7 : TAXES ET REDEVANCES

Le présent permis de construire donnera lieu aux versements suivants :

- **Taxe d'Aménagement (T.A.)**
- Part communale au taux de 15% conformément à la délibération du Conseil Municipal du 30/09/2011,
- Part départementale au taux de 2,3% conformément aux délibérations du Conseil Général du Var du 17/06/2011 et du 07/10/2011,
- **Redevance d'Archéologie Préventive** (Loi n°2004-804 du 09/08/2004).

Le premier versement correspondant à la moitié de la taxe est exigible dans un délai de douze mois (12 mois).



**ARTICLE 8 : PARTICIPATION A L'ASSAINISSEMENT COLLECTIF**

La présente autorisation est soumise à la Participation à l'Assainissement Collectif conformément à la délibération de la Communauté d'Agglomération Toulon Provence Méditerranée du 24/05/2012. Son montant est actualisé annuellement suivant les variations de l'indice TP10A. Pour toute question sur cette participation, vous pouvez contacter le Service Communautaire d'Assainissement de la Communauté d'Agglomération Toulon Provence Méditerranée au 04 94 93 70 67 ou 04.94.93.70.76.

**ARTICLE 9 : MODALITES D'EXECUTION**

L'attention du constructeur est appelée sur les dispositions des textes visés dans les annexes ci-jointes et concernant l'affichage sur le terrain des autorisations d'urbanisme.

Le Maire et le Directeur Général des Services sont chargés d'exécuter le présent arrêté.

LA SEYNE SUR MER, le 11 FEV. 2020

Pour le Maire et par délégation  
Le Conseiller Municipal délégué  
à l'Urbanisme réglementaire

Robert TEISSEIRE



*La présente décision est transmise au représentant de l'Etat dans les conditions prévues à l'article L.2131-2 du code général des collectivités territoriales.*

---

**INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT - INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT**


---

Le (ou les) demandeur(s) peut contester la légalité de la décision dans les deux mois qui suivent la date de sa notification. A cet effet il peut saisir le tribunal administratif territorialement compétent d'un recours contentieux ou par télérecours « télérecours citoyens » accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

**Durée de validité du permis :**

Conformément à l'article R.424-17 du code de l'urbanisme, l'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de trois ans à compter de sa notification au(x) bénéficiaire(s). Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. En cas de recours le délai de validité du permis est suspendu jusqu'au prononcé d'une décision juridictionnelle irrévocable. L'autorisation peut être prorogée par périodes d'une année si les prescriptions d'urbanisme, les servitudes d'urbanisme de tous ordres et le régime des taxes et participations n'ont pas évolué. Vous pouvez présenter une demande de prorogation en adressant une demande sur papier libre, accompagnée de l'autorisation pour laquelle vous demandez la prorogation, au moins deux mois avant l'expiration du délai de validité.

**Le (ou les) bénéficiaire du permis peut commencer les travaux après avoir :**

- adressé au maire, en trois exemplaires, une déclaration d'ouverture de chantier (le modèle de déclaration CERFA n° 13407 est disponible à la mairie ou sur le site internet urbanisme du gouvernement) ;
- installé sur le terrain, pendant toute la durée du chantier, un panneau visible de la voie publique décrivant le projet. Le modèle de panneau, conforme aux prescriptions des articles A. 424-15 à A. 424-19, est disponible à la mairie, sur le site internet urbanisme du gouvernement, ainsi que dans la plupart des magasins de matériaux).

**Attention : l'autorisation n'est définitive qu'en l'absence de recours ou de retrait :**

- dans le délai de deux mois à compter de son affichage sur le terrain, sa légalité peut être contestée par un tiers. Dans ce cas, l'auteur du recours est tenu d'en informer le (ou les) bénéficiaires du permis au plus tard quinze jours après le dépôt du recours.
- dans le délai de trois mois après la date du permis, l'autorité compétente peut le retirer, si elle l'estime illégal. Elle est tenue d'en informer préalablement le (ou les) bénéficiaire du permis et de lui permettre de répondre à ses observations.

**L'autorisation est délivrée sous réserve du droit des tiers :** elle a pour objet de vérifier la conformité du projet aux règles et servitudes d'urbanisme. Elle n'a pas pour objet de vérifier que le projet respecte les autres réglementations et les règles de droit privé. Toute personne s'estimant lésée par la méconnaissance du droit de propriété ou d'autres dispositions de droit privé peut donc faire valoir ses droits en saisissant les tribunaux civils, même si l'autorisation respecte les règles d'urbanisme.

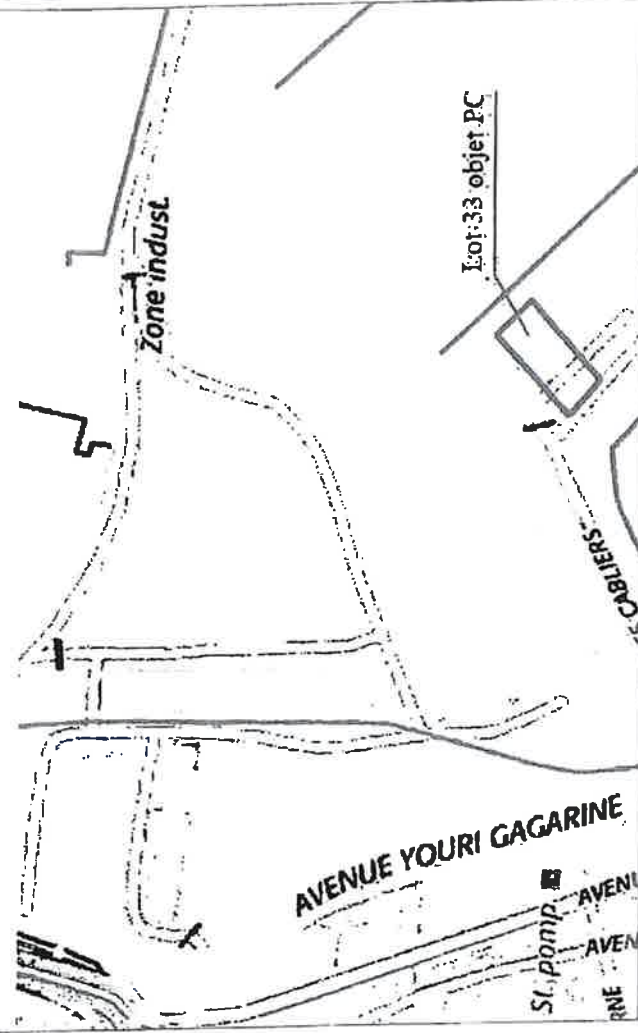
**Les obligations du (ou des) bénéficiaire de l'autorisation :**

Il doit souscrire l'assurance dommages-ouvrages prévue par l'article L.242-1 du code des assurances.



## Plan de situation

CCV



Longitude: 5° 52' 58" E  
Latitude: 43° 06' 21" N

Extrait cadastral parcelles BX n° 84 (lot 33d)

**SITE 54**  
S.A.S. d'architecture  
21 rue Victor Hugo LA SEYNE  
Tél. : 04 94 23 88 34 - Fax : 04 94 62 04 46  
email : [site54@wanadoo.fr](mailto:site54@wanadoo.fr)  
Date : NOVEMBRE 2019

Demande de PC construction temporaire

Matrice documenti : documents

**SARL RIVIERA LINES**  
38, Rue Georges Clemenceau  
06 400 CANNES

modifications :

## Plan de situation

**54 SITE**  
SAS d'architecture  
site@edgwanadoo.fr  
01 69 34 87 17 / 09 73 72 4  
N° 491 135 711 SIRET 491 135 711

FD-36 (Rev. 1-25-60)

26 NOV. 2019

Frank

PC 01







82514

QUAI DES CABLIERS

ACCES PRINCIPAL

PARCELLE 54

54

SITE

SAS d'architecture  
site 54 wanadoo.fr  
Ordre: 504017 / APE 742A  
N° Siret: 452 711 253 500-07

*Impr*

LEGENDE

- COMPTEUR AET
- BANCHÉ A C/T
- RESEAU EU
- CONDITE EU
- RESEAU EDF
- FOURREAUX CABLES EDF
- COFFRETS EDF
- CHAMBIERS DE TIRAGE EDF
- RESEAU FRANCE TELECOM
- FOURREAUX FT
- CHAMBIERS DE TIRAGE

(EN ROBE)

photo 01

Coupe AA

Limite du lot

Enrobé

Dalle béton

LOT 33

Dalle béton

Enrobé

BATIMENT OBJET DU PC

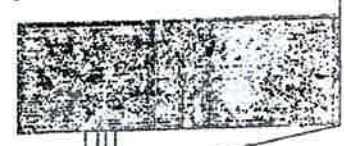


photo 02

CLOTURE

Limite du lot

(TERRE)

VOIE PRIVEE

photo 04

Coffret EdF

Coffret eau

Coupe AA

EU Ø200

TRANSFO

QUAI ORANGE

26 NOV. 2019

SITE 54

S.A.S. d'architecture  
21 rue Victor Hugo LA SEYNE  
Tel : 04 94 25 50 54 - Fax : 04 94 02 04 40  
email : site54@wanadoo.fr

Date : NOVEMBRE 2019  
Echelle : 100m à 600m

Demande de PC construite

Maitre d'ouvrage :  
SARL RIVIERA LINE  
38, Rue Georges Clemenceau  
06 400 CANNES

Plan Masse  
Plan VRD

PC  
02

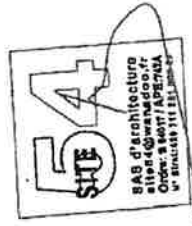


CTBX Okoumé 30 mm  
extérieur  
ombrière

Madrier Epicéa 225x75  
support ombrière

Basting Epicéa  
150x50 pour  
charpente nef

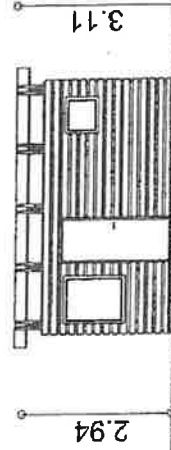
Lames de Mélèze 120x50  
sur ossature (sur 4 façades)



limite du lot  
clôture existante

PC 0 8 3 1 2 6 1 9 0 1 0 3

26 NOV. 2019



quai des cabliers

COUPE AA (sur passage)

**SITE 54**

S.A.S. d'architecture  
21 rue Victor Hugo LA SEYNE  
TN : 04 94 22 66 34 - Fax : 04 94 22 66 48  
email : allier54@wanadoo.fr

Date : NOVEMBRE 2019  
Echelle : 1/100ème à 500ème

**Demande de PC construction temporaire**

ESP de l'ouvrage : 83 800 La Seyne sur mer

Nature d'ouvrage :

SARL RIVIERA LINES  
38, Rue Georges Clemenceau  
06 401 CANNES

documents :

Coupe  
Détail Façade

modifications :

PC

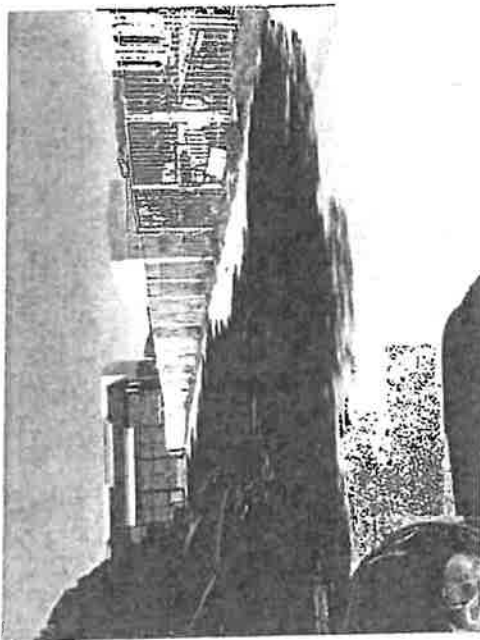
03

*Handwritten signature*

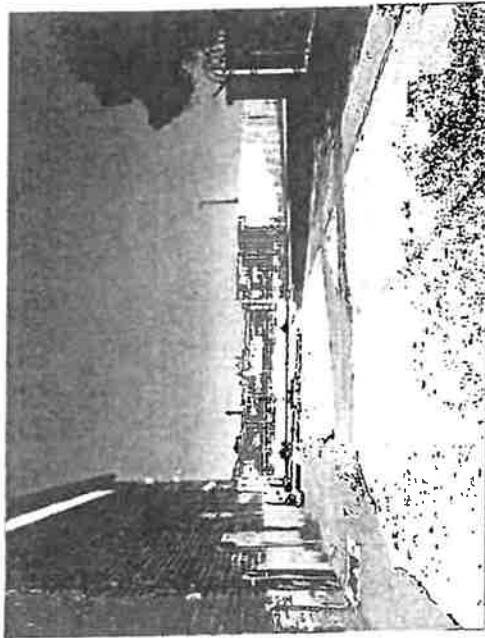




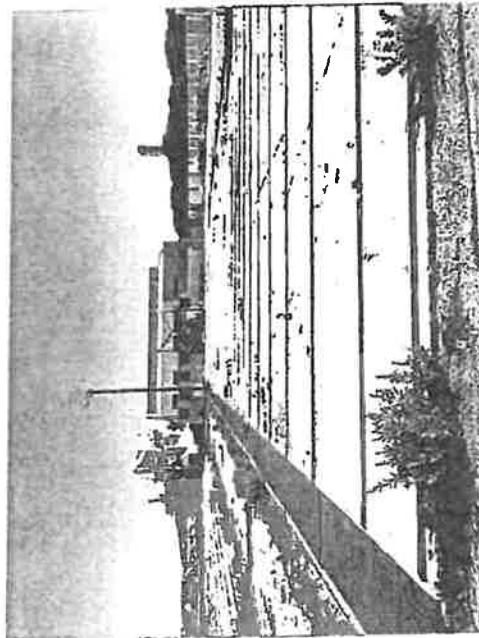
PC 08 - PHOTO 04 DU TERRAIN VU DE LOIN



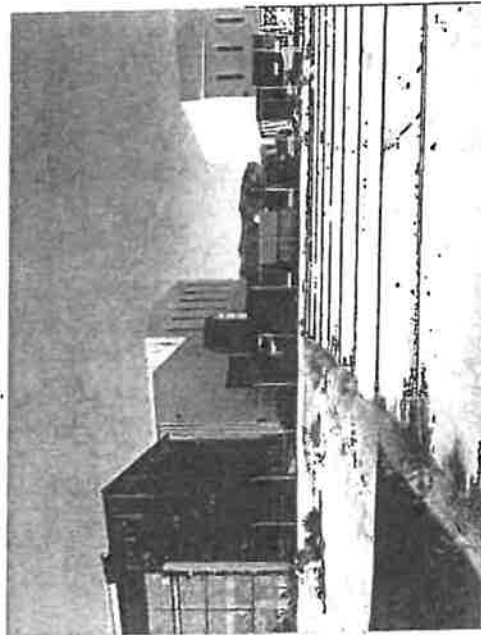
PC 08 - PHOTO 03 DU TERRAIN VU DE LOIN



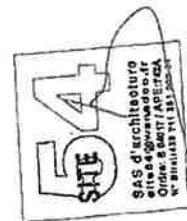
PC 07 - PHOTO 01 DU TERRAIN VU DE PRES



PC 07 - PHOTO 02 DU TERRAIN VU DE PRES



0003126190103  
26 NOV. 2019



*Handwritten signature*

## SITE 54

S.A.S. d'architecture  
21 rue Victor Hugo LA SEINE  
75116 Paris  
Tél : 01 42 23 98 34 - Fax : 01 42 23 98 40  
Email : site54@wanadoo.fr

Date : NOVEMBRE 2019  
Escale : 3/0

## Demande de PC construction temporaire

ZUP des Déchèteries - 93 850 La Plaine sur Seine

Maire d'ouvrage :

SARL RIVIERA LINES  
30, Rue Georges Clemenceau  
06 400 CANNES

Documents :

Photos en vue proche  
Photos en vue lointaine

modifications :

PC

7/8



**Annexe n°5 : Coût des travaux par grands postes de dépense**



## NOTICE TRAVAUX – RIVIERA LINES

Le groupe Thierry ARNAL, créé par monsieur Thierry ARNAL, est constitué de trois sociétés :

- TRANS CÔTE D'AZUR (TCA) rachetée au groupe SNRTM en 2018
- LA NAPOULOISE (LN)
- RIVIERA LINES créée en 2004

Le métier historique de ces trois sociétés est le transport maritime de passagers et de fret.

Le groupe constitué de ces trois sociétés vient de s'installer sur le site de BRÉGAILLON.

### L'investissement immédiat en 2020 :

<b>Matériel</b>	
Locaux	36 000,00 euros
Aménagement des locaux	6 000,00 euros
Engin de levage motorisé	100 000,00 euros
Engin de manutention	52 000,00 euros
Informatisation du site : (accès réseau internet, Matériel et intégration réseau interne)	10 000,00 euros
Véhicule utilitaire : (camion plateau)	30 000,00 euros
Électrification du site : (accès au réseau)	10 000,00 euros
Clôture parcelle et portail	11 000,00 euros
Eau (Accès et alimentation)	5 000,00 euros
Frais divers de gestion (site déconcentré, par an)	36 000,00 euros
<b>TOTAL</b>	<b>296 000,00 euros</b>

L'investissement immédiat initial en moyens techniques, matériels et frais divers de gestion s'élève donc à 296 000 euros.

### **Sur les années 2021 et 2022 (court terme)**

Sous la réserve des conséquences de la crise sanitaire mondiale en cours et d'une sortie de crise en juin 2020, le développement du groupe ARNAL sur le site de BRÉGAILLON nécessitera le recrutement en 2021 et 2022 le recrutement de 3 personnes :

- 1 électricien
- 2 mécaniciens « marine »

Soit un coût additionnel des charges salariales de sensiblement 100 000 euros sur la période 2021-2022

Le besoin de financement à court terme du groupe ARNAL sur la période 2020-2022 (3 ans) s'élève donc à 396 000 euros et peut donc être évalué à 400 000 euros.

### **Sur la période à moyen terme (2023-2025)**

La période de consolidation du développement et de la diversification (2023-2025) impliquera les investissements complémentaires suivants :

- Recrutement de mécaniciens et de gestionnaires
- Recrutement de marins sur le site de TOULON si nouveaux marchés exploités à partir de ce site
- Matériel et moyens de levage supplémentaires
- 1<sup>ère</sup> étape d'un bâtiment évolutif « en dur » en remplacement des locaux installés initialement

Pour cette étape, le groupe ARNAL prévoit un investissement d'environ 1million d'euros.

Sur l'aspect purement financier de ce dossier, les investissements du groupe Thierry ARNAL seront donc d'un montant total de 1 400 000 euros.

L'investissement du groupe Thierry ARNAL présente néanmoins d'autres aspects dont les conséquences peuvent s'inscrire dans les objectifs de l'agglomération TOULON PROVINCE MÉDITERRANÉE de :

- développer la circulation maritime dans le cadre d'une offre globale visant à limiter la circulation des véhicules terrestres à moteur.
- maintenir et développer le tissu industriel local et son savoir-faire dans le domaine de l'ingénierie maritime
- favoriser l'emploi sur le bassin de l'agglomération.

En effet, l'installation sur le site de BRÉGAILLON du groupe ARNAL et ses objectifs de développement s'inscrivent dans une collaboration étroite avec le tissu industriel local avec un impact très positif sur celui-ci puisque dès 2020 on peut estimer à 500 le nombre de salariés impactés par les commandes du groupe Thierry ARNAL et à 500 000 euros le CA correspondant aux prestations fournies au groupe ARNAL par les entreprises de la région toulonnaise.

Il faut rappeler que tous les résultats du groupe sont réinvestis dans la modernisation de la flotte et qu'aucune distribution de dividende n'a été faite depuis la création du groupe.

Un navire est mis en chantier tous les ans dans une entreprise locale, la Société TRANSMÉTAL INDUSTRIE installée à SAINT-MANDRIER, dont le groupe est le principal client, celle-ci voyant ainsi son carnet de commande garanti et son avenir sécurisé.

En outre, si des opportunités permettent au groupe Thierry ARNAL de développer ses activités de transport maritime de passager sur la bordure maritime du VAR, les navires nécessaires affrétés seront armés avec des marins recrutés localement.

Il en irait de même pour l'exploitation d'un catamaran concernant un segment de clientèle haut de gamme qui est un succès à CANNES (plus grand catamaran d'Europe) qui pourrait être également développée sur TOULON avec des conséquences également positives sur le tissu des PME locales (agences de tourisme, traiteur, hôtellerie...).

Pour toutes ces raisons, le groupe Thierry ARNAL sollicite une durée de son droit d'occupation du site de BRÉGAILLON de 21 ans (3 x 7 ans) pour amortir sans trop de difficultés les investissements actuels et futurs.

Nous restons à votre disposition pour toute information ou explication complémentaire.

Espérant une réponse favorable de votre part nous permettant d'envisager sereinement les objectifs ambitieux de développement que le groupe s'est fixé, nous vous prions d'agréer, Monsieur le Directeur, l'expression de notre considération distinguée.

Thierry ARNAL  
Président



**RIVIERA LINES**  
38 RUE GEORGES CLEMENCEAU  
06400 CANNES  
Tél 04 93 38 97 18-Fax 04 93 38 69 02  
SIRET 450 972 260 00050

## **PLAN D'EAU**

### **Investissement 2020-2021**

Construction par TRANSMETAL INDUSTRIE de 3 pontons d'amarrage de 16mx6 pour un montant total de 360.000,00 euros.



**Annexe n°6 : Calendrier pour la réalisation des travaux (Notice des travaux)**


Le Bénéficiaire



# DARSE DES CABLIERS

TELECOM

SNRTM

\$ 319 M<sup>2</sup>

1432

# A.O.T. SNRTM

 <b>Ports Rade de Toulon</b> <small>Direction des Ports de Commerce</small>			
<b>Z.I.P. la SEYNE / BREGAILLON</b>			
Rédacteur	B.DUMONTHER	13/01/2020	
Direction	J.GIRAUD	1/250	
		VALIDATION	
		J.BOSI	
		J.C.BARBAGELATA	

**Extrait du registre des Délibérations****ASSEMBLEE GENERALE DU LUNDI 18 JUIN 2018**

Tenue au Palais du Commerce et de la Mer  
364, avenue de l'Infanterie de Marine à Toulon

**EMTC – ZIP de Brégaillon – Lot 33 Nord-Ouest**  
**Autorisation d'Occupation Temporaire non constitutive de droits réels**  
**au profit de la société RIVIERA LINES**

---

**MEMBRES ELUS PRESENTS :**

M. Jacques BIANCHI – Président  
M. Pascal BACCHI – Vice-Président  
M. Michel GILLY – Vice-Président  
M. Joël POTIER – Vice-Président  
M. Jacques VERDINO – Vice-Président  
Mme Céline RICHAUD – Secrétaire  
M. Philippe DONAT – Secrétaire

M. Jean-Michel ABEILLE  
M. Philippe ARTUPHEL  
M. Jérôme AUBERT  
Mme Christelle BASEVI  
M. Pascal BATAILLÉ  
Mme Line BRUEL  
M. Jean-Christophe CASTAIGNE  
M. Olivier CAVALLO

M. Laurent CHAGNEAU  
M. Thierry COULOMB  
M. Christophe DE LORENZI  
M. Hakim DERKAOU  
M. Basil GERTIS  
M. Richard GRAS  
Mme Patricia LASSAULT  
M. Philippe LE VEN  
M. Patrick MALLARONI  
M. Erick MASCARO  
M. Marco ORFEO  
Mme Véronique PARRE  
M. Thierry RINAUDO  
M. Nicolas SALSOU  
M. Frédéric SOULIÉ  
Mme Magali TURBATTE

**MEMBRES ELUS EXCUSES :**

Mme Laurence CANANZI – Vice-Présidente  
M. Jean-Daniel TRESSOL - Trésorier  
M Bruno SOGHOMONIAN – Trésorier Adjoint

M. Gautier BAYARD  
M. Patrick CARANTA  
M. Jean-Jacques CASTILLON  
M. Alain DOGLIANI

M. Vincent GAILLED RAT  
M. Pascal GENTILINI  
Mme Emilie NIEL  
M. Bruno PARAVEY  
M. Philippe REYNIER  
M Julien SAVELLI  
Mme Eugénie TRAVERSA



**ASSEMBLEE GENERALE DU 18 JUIN 2018****EMTC – ZIP de Brégaillon – Lot 33 Nord-Ouest  
Autorisation d'Occupation Temporaire non constitutive de droits réels  
au profit de la société RIVIERA LINES**

Rapporteur : Jacques VERDINO, Vice-Président

*Suite à la publicité faite pour la mise à disposition à la location d'espaces de terre-pleins portuaires sur Brégaillon, les demandes reçues des sociétés intéressées ont été analysées.*

*Les possibilités d'attribution d'espaces ont été présentées à la commission ad hoc. Il en découle la présente proposition faite au Bureau de la CCIV.*

La société RIVIERA LINES a pour activité l'exploitation de grands navires de plaisance à passagers dont elle sous-traite la construction et les opérations de grand entretien au chantier naval Transmétal Industrie basé à St Mandrier et assure également elle-même une partie de l'entretien.

Elle souhaite s'implanter sur Brégaillon pour soutenir son activité, en investissant dans les installations et équipements associés.

Dans ce but, la société RIVIERA LINES sollicite de la CCI du Var l'autorisation d'occuper un espace de terre-plein sur la partie nord-ouest du lot 33.

Il est en conséquence, proposé d'accorder à la société RIVIERA LINES une Autorisation d'Occupation Temporaire non constitutive de droits réels dont les conditions seraient les suivantes :

**Durée** : A compter du 1<sup>er</sup> juillet 2018, sous réserve d'approbation par l'autorité portuaire, pour une durée de 7 ans renouvelable 2 fois.

**Superficies mises à disposition** : 1200 m<sup>2</sup> environ de terre-pleins, confirmées ultérieurement par relevé géométrique.

**Conditions financières :**

- Redevance d'occupation :  
TOP EMTC – Titre 11-2- B-5 Terrain revêtu contigu à un bord à quai..... 0,96 € HT - 1,15 € TTC.
- Indexations par application du TOP de l'année considérée.

Le Bureau, en sa séance du 11 juin 2018, a émis un avis favorable sur cette question. Il est proposé aux membres de l'Assemblée Générale d'adopter cette AOT et d'habiliter le Président Bianchi à signer le contrat correspondant.

**CETTE DELIBERATION EST ADOPTEE A L'UNANIMITE DES PRESENTS**

**Quorum : 23 – Voix pour : 31 – Voix contre : 0 – Abstention : 0**

Fait à Toulon,  
le 18 juin 2018

Le Membre Secrétaire,

  
Céline RICHAUD

Le Président,

  
Jacques BIANCHI

